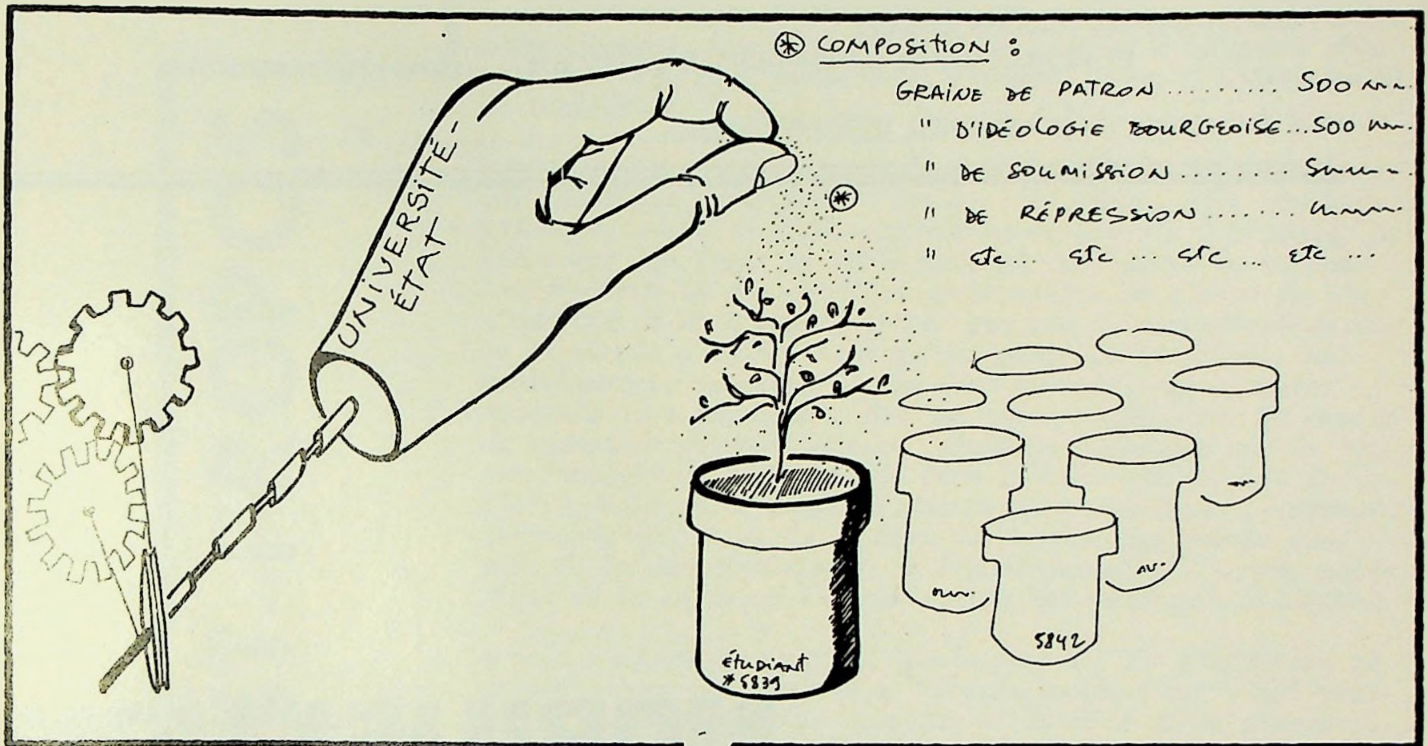
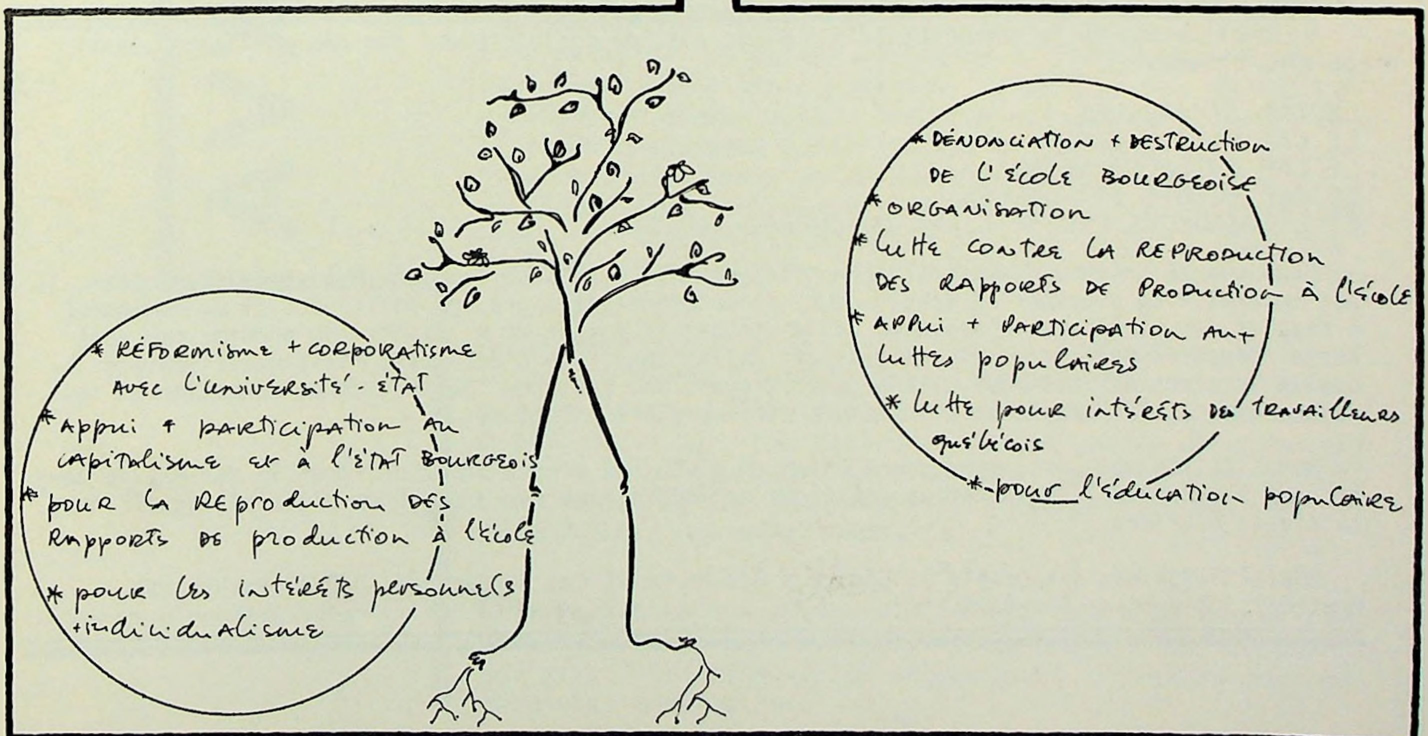
# MOBILISATION

revue POLITIQUE militante avril*mai '73

VOL 2 no 4 .25



# SOMMAIRE



# MOBILISATION

La publication de la revue MOBILISATION est assumée conjointement par des militants venant de cinq groupes:

LE CAP ST-JACQUES,
LE CAP MAISONNEUVE,
LE CAP COTE-DES-NEIGES,
LE CAP POINTE ST-CHARLES,
ET L'AGENCE DE PRESSE LIBRE DU QUEBEC (APLQ).

Pour que le travail d'organisation politique dans la classe ouvrière puisse se développer, il est impératif de dépasser le stade actuel d'isolement entre groupes politiques et de commencer à établir des mécanismes d'échanges entre groupes et noyaux de militants. Un premier pas dans cette direction peut être pris par la publication conjointe d'une revue militante à travers laquelle seraient diffusés des bilans de pratiques, des analyses, des textes de formation et seraient amorcés des débats et discussions entre groupes politiques.

MOBILISATION est donc conçu comme un moyen d'échange et de formation, dont le but est de contribuer à clarifier l'orientation politique et idéologique des groupes de militants actifs dans la classe ouvrière.

MOBILISATION est disponible au Comité d'Action Politique St-Jacques, 370 A, Duluth est, Montréal; téléphone: 843-4347.

*Dépôt légal à la Bibliothèque Nationale du Québec*

# AVANT-PROPOS

*Le travail politique en milieu étudiant suscite de nombreuses controverses. L'analyse de l'école, de son rôle dans la société capitaliste commence à ressortir plus clairement; se posent également comme questions, l'importance et le type de travail que les militants ont à développer en milieu scolaire.*

*De nouvelles orientations de travail ont commencé à se dégager ces dernières années au sein des militants, affirmant la nécessité vitale de déborder l'espace clos et facilement corporatiste du milieu étudiant, et de faire la jonction essentiellement avec la classe ouvrière. On a tenté un certain rapprochement, par exemple, lors de l'appui à la grève chez Rémi Carrier, ou à celle du SCFP, local 1244, à l'Université de Montréal.*

*Outre ces mouvements d'appui, on a modifié la façon de poser les questions au sein de l'école. A ce sujet, nous voulions présenter un bilan d'une expérience de travail à l'UQUAM, la lutte sur les frais de scolarité, où on a tenté de mettre l'accent sur la dénonciation de caractère de classe de l'université et de l'école, plutôt que sur la revendication pure et simple d'un meilleur crédit pour les étudiants. Malheureusement, le bilan n'a pu être produit pour diverses raisons. Nous présentons donc un texte produit par le comité de rédaction de Mobilisation, s'appuyant surtout sur le "bilan partiel" du COPE, publié dans le bulletin no. 102 de l'APLQ; nous avons voulu situer de façon critique le déroulement de la lutte, le rapport de force ainsi que la question de la démocratisation de l'enseignement, l'aspect politique de la lutte et l'organisation des étudiants à l'UQUAM.*

*A cela s'ajoute un texte d'Arqile Semini, "La génération révoltée", paru dans la revue "Albanie aujourd'hui", qui resitue de manière générale la place et le rôle de la jeunesse.*

*

*Après l'assassinat d'Amilcar Cabral, les militants révolutionnaires ont d'importantes leçons à tirer de la lutte qu'il a menée et des autres luttes de libération en Afrique. Le texte qui aborde cette question, situe l'action de l'impérialisme et de ses agents locaux ainsi que la place qu'occupent des organismes comme l'OTAN. Ce qui nous aide à comprendre l'importance de la lutte anti-impérialiste et la signification de l'internationalisme prolétarien. La meilleure preuve de solidarité, comme le souligne Cabral, n'est pas dans les discours mais dans la lutte contre l'ennemi commun.*

*

*Le dernier texte de ce numéro est une évaluation de divers textes et recherches militantes produits par des groupes progressistes. L'objectif de ce texte est "d'évaluer une partie de ce que nous écrivons (ou une partie de notre production idéologique) en la mettant en rapport avec l'état des luttes (luttes économiques, luttes politiques, luttes idéologiques) que nous menons".*

*

*Nous rappelons aux lecteurs militants que nous sommes vivement intéressés aux critiques et suggestions qu'ils pourraient nous faire et nous les encourageons à prendre contact avec nous dans ce but.*

# la lutte sur les frais de scolarité à l'UQAM

Le comité de rédaction de Mobilisation, reconnaissant l'importance de l'organisation en milieu étudiant et des luttes que celle-ci peut entreprendre, prend l'initiative de produire cet article sur la lutte des frais de scolarité à l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Au départ, c'est un bilan produit par le Comité d'Organisation Provisoire des Etudiants (COPE) qui devait être reproduit dans Mobilisation, mais le COPE, après avoir accepté de remplir cette tâche, n'a pas été en mesure de l'assumer. Cette attitude est certes criticable pour un groupe qui dit se définir politiquement. Car l'une des tâches importantes de tout groupe politique est la diffusion de leur lutte pour que le plus grand nombre possible de militants puissent en profiter politiquement. Sinon, on risque constamment d'un groupe à l'autre de refaire les mêmes erreurs.

Cela s'explique par la situation à laquelle le COPE est confronté présentement et aussi par la façon dont il a développé la lutte à l'UQAM. Après la période de grève où il y avait une mobilisation très grande des étudiants (nombre élevé d'étudiants sur les lignes de piquetage), le COPE fait face présentement à une démobilisation pratiquement générale des étudiants. Il y a très peu d'étudiants qui militent toujours dans le COPE. Les structures organisationnelles mises de l'avant pendant la grève, comme les comités de pavillon (base de regroupement des étudiants) ne se sont concrétisées que dans un pavillon sur cinq, au pavillon Reid, lieu de départ de la lutte; ce comité et les autres (technique, finances, information, etc...) fonctionnent au ralenti. Ajoutons à cela le fait que c'est la fin de l'année scolaire avec ses implications (rédaction des travaux académiques et examens) et que, pendant la grève, à part certains leaders, bien peu d'étudiants étaient en mesure de voir les enjeux politiques de cette lutte. Ceci est un portrait assez juste de la situation dans laquelle se retrouve le COPE présentement. Cette situation a entraîné le fait que le "bilan partiel" de la lutte, publié dans le Bulletin de l'APLQ (#102), rédigé par deux militants du COPE, ne fut pas discuté à l'intérieur du COPE et que, sur certains points, il n'est que l'opinion des deux militants qui l'ont rédigé.



# le déroulement de la lutte à l'UQAM

Le 9 novembre 1972, la Conférence des Recteurs et Principaux des Universités du Québec (CREPUQ) a adopté le document no. 2: protocole d'entente concernant la perception des frais de scolarité. Ce document adopte en premier lieu une position de principe comme quoi il incombe à chaque étudiant d'acquitter ses frais de scolarité. Pour ce faire, il ajoute que dorénavant les frais de scolarité seront payés entièrement avant le début de la session d'automne et avant le 15 janvier pour la session d'hiver. Il précise en outre que, si l'étudiant n'a pas acquitté ses frais de scolarité avant la date limite, il ne sera pas considéré comme inscrit. Durant l'année scolaire 1972-73, les universités doivent s'efforcer d'appliquer les modalités adoptées au CREPUQ et pour septembre 1973, il y aura généralisation complète. Pratiquement, tout étudiant qui n'est pas en règle avec la comptabilité doit payer son compte en souffrance avant le 15 novembre, sinon il ne pourra pas s'inscrire pour la 2e session, ni avoir droit à son prêt-bourse, n'étant plus considéré comme étudiant.

C'est cette situation qui a produit la création du COPE avec pour mandat d'exiger le retrait des dates limites de perception des frais de scolarité que l'administration de l'UQAM avait fixées pour appliquer le protocole d'entente de la CREPUQ. Il faut dire qu'au 15 novembre, il y avait 11,000 des 13,000 étudiants de l'UQAM qui étaient endettés, dont 500 avaient plus de $500.00 de dette. L'application stricte de ces nouvelles modalités de perception des frais de scolarité avait pour effet de bloquer la réinscription à la session d'hiver de quelque 583 étudiants (chiffres sûrs, quoique officieux) et de menacer d'expulsion 3,503 autres étudiants. (1)

Au début de novembre, une pétition circule à l'intérieur de l'UQAM et 4,200 signatures sont recueillies se prononçant contre les mesures de l'administration. Une assemblée générale est tenue qui mandate le COPE pour présenter la pétition à l'administration et exiger de celle-ci que les étudiants puissent s'inscrire à la session d'hiver à $7.50 (frais d'inscription) sans menace d'expulsion à cause de leur dette.

Suite à ces actions, l'université reporte l'échéance du 15 novembre au 15 février, mais maintient de nombreuses restrictions (surtout pour ceux qui ont un solde de $500.00 et plus). La réponse de l'administration étant nettement insuffisante, les étudiants boycottent les inscriptions pour la deuxième session (21-24 novembre); 4,200 étudiants ne s'inscrivent pas, ceci dans le but d'empêcher l'administration d'expulser des étudiants pour des raisons financières. Face à cette action, l'administration annonce la tenue d'une période d'inscription tardive du 8 au 26 janvier (15 jours) et pour laquelle les étudiants se verront imposer une amende de $10.00. Quelques jours plus tard (29 novembre), une 3e assemblée générale se tient; les étudiants décident de s'inscrire tardivement, mais de ne payer que $7.50, soit les frais d'inscription, et de refuser de payer l'amende. Cette proposition ne venait pas du COPE et a eu pour effet d'atténuer la portée du boycottage des inscriptions en dévoilant pratiquement un mois et demi à l'avance la stratégie.

Lors des inscriptions du 8 janvier, l'administration assouplit ses positions; un bon nombre d'étudiants parviennent à s'inscrire à $7.50, mais la date du 15 février pour payer sa scolarité demeure toujours. Cependant, les étudiants qui doivent $500.00 et plus ne peuvent s'inscrire. Les seuls arrangements possibles avec la comptabilité pour les étudiants endettés sont individuels et reposent essentiellement sur le principe du revenu assuré: prêt-bourse ou travail régulier. Le COPE, en négociation avec l'administration, propose des ententes en vue d'avoir un arrangement collectif pour tous les étudiants ayant une dette. Il est proposé entre autres, qu'un étudiant ne soit tenu de payer ses frais de scolarité que 3 ans après l'obtention d'un emploi dans le domaine de ses études. Les négociations ne débouchent pas; une assemblée générale est tenue (24 janvier) et, à la suite de cette assemblée, un ultimatum est envoyé au recteur de l'UQAM dans lequel on exige qu'aucun étudiant ne soit expulsé ou n'ait pas la possibilité de s'inscrire pour des raisons financières et politiques, que les échéances fixées par l'administration pour l'acquittement des frais de scolarité soient retirés, de même que le $10.00 d'amende. Sinon, il y aura grève générale le vendredi suivant (26 janvier). Dans l'après-midi du 24, il y a une occupation des locaux administratifs. Les étudiants sont expulsés par l'unité mobile de la police.

L'administration ne répond pas à l'ultimatum des étudiants. Le 25 janvier, 1500 personnes participent à un teach-in à l'Université de Montréal où les étudiants font face au même problème. La cérémonie des fêtes du centenaire de Polytechnique est interrompue. Bourassa est contraint d'organiser une rencontre entre les représentants des étudiants des deux universités, les recteurs et lui-même. Comme annoncé dans l'ultimatum, la grève est déclarée le lendemain et la rencontre Bourassa-étudiants-recteurs donne pour résultat que la période d'inscription est allongée d'une semaine.

## la période de grève

Pendant la première semaine de grève, l'administration reste muette et le 7 février, les étudiants, en assemblée générale, exigent l'intervention du ministre Cloutier dans le conflit. Suite à de multiples rencontres, le ministre annonce la suspension du protocole d'entente de la CREPUQ jusqu'en 1974-75 et le retrait de l'échéance du 15 février, mais les universités restent libres de percevoir leurs frais de scolarité comme elles l'entendent; la cause première de la crise à l'UQAM est intouchée.

Le 14 février, pour la 4e fois, les étudiants en assemblée générale votent la poursuite de la grève tant qu'un règlement n'aura pas été négocié entre l'administration et les étudiants. Le 16, l'administration ferme l'université pour une période de "réflexion". Durant la même période, on voit naître des comités étudiants dissidents (comité de la majorité silencieuse) subventionnés par l'administration de l'UQAM, qui ont pour tâche de faire passer un vote de retour en classe dans une assemblée générale organisée par eux. Ce fut un échec total et cela a permis au COPE de se renforcer. Pendant la fermeture, les négociations se poursuivent. Le comité de négociation des étudiants soumet des propositions: création d'un comité tripartite étudiants-administration-ministère, comité de crédit en vue d'arriver à un arrangement collectif, mais ces négociations bloquent constamment sur la question de la représentativité.

Le 22 février, à la suite d'un sondage d'intimidation de l'administration, l'anti-émeute fonce sur les lignes de piquetage des étudiants (étudiants blessés et arrestations) et le soir même, en période de négociation, les étudiants reçoivent une injonction qui élimine toute possibilité de piquetage. Par la suite, toutes les négociations bloquent sur la question de la représentativité de l'assemblée générale.

L'injonction avait aussi comme conséquence directe de forcer les employés de soutien (SEUQAM) à rentrer au travail, mais, même sans ligne de piquetage, les cours n'ont pas eu lieu. C'est pourquoi l'administration a imposé son décret du 28 février qui stipule que tout cours qui ne serait pas normalement donné dans la semaine du 2 au 9 mars serait annulé. Le décret prévoyait des sanctions très sévères (expulsion) contre les professeurs qui n'obtempèreraient pas. Les étudiants se retrouvent maintenant seuls, face à la responsabilité d'annuler leur session. Cette situation amène le COPE à soumettre en assemblée générale (4 mars) la proposition de rentrée, accompagnée de nouvelles perspectives de lutte.

## le rapport de forces dans la lutte à l'UQAM

Dans toute lutte, tant dans le milieu scolaire que dans un milieu de travail, une des tâches premières de tout groupe en lutte est d'évaluer le plus justement possible le rapport de force existant. Mais un rapport de force n'est jamais donné une fois pour toutes; il se modifie constamment dans un sens ou dans l'autre, surtout en période de lutte. Une bonne connaissance du rapport de force et de ses modifications dans la lutte permet un réajustement constant de la stratégie et augmente les possibilités de victoire. Plusieurs luttes, faute d'évaluation juste des forces en présence, se sont terminées en queue de poisson.

Mais quelle était la situation à l'UQAM en novembre dernier, lors de l'application du protocole d'entente de la CREPUQ ? L'administration est la seule véritable force organisée dans l'université. Il y a bien le syndicat des professeurs (SPUQ), le syndicat des employés de soutien (SEUQAM), mais ceux-ci ne peuvent être qualifiés de syndicats forts, en particulier le SPUQ. Du côté des étudiants, ceux-ci sont totalement inorganisés et très divisés entre eux. Cette situation joue en faveur de l'administration qui cherche constamment à diviser les étudiants entre eux, à opposer les professeurs aux étudiants, à opposer les employés de soutien aux professeurs et aux étudiants, ce qui a été démontré dans les conflits précédents à l'UQAM. L'administration de l'UQAM fait donc face à des individus, ce qui la met dans une position de force en vue de l'application du protocole d'entente de la CREPUQ.

Face à une telle situation, quelques étudiants ressentent le besoin impérieux de s'organiser dans leur université pour faire face aux mesures répressives de l'administration. S'organiser en vue de modifier ce rapport de force qui est nettement défavorable aux étudiants. Mais de là à ressentir le besoin de se

joindre à une organisation forte en milieu étudiant comme ailleurs, il y a tout un travail à faire. Ce que le COPE n'a pas encore réussi à créer.

Au début, les étudiants militant au COPE sont en majorité des militants venant de groupes politiques différents. Le COPE est aussi passablement isolé de la masse étudiante de l'UQAM et ne représente pas encore une force véritable à l'intérieur de l'UQAM. La majorité des étudiants ne voient pas dans le COPE une organisation capable de défendre "leurs intérêts". Beaucoup perçoivent le COPE comme un petit groupe d'agitateurs, ce qui n'était pas totalement faux à ses débuts, vu son isolement de la masse étudiante de l'UQAM.

L'administration de l'UQAM se rend bien compte de la force réelle du COPE à ce moment et pour tuer le conflit dans l'oeuf, elle décide de reporter la date du 15 novembre au 15 février, ce qui est très loin de ce qu'exigent les étudiants (voir première partie). Par la suite, les assemblées générales, la diffusion plus massive de l'information, les attaques verbales de l'administration et des actions telles que le boycottage des inscriptions permirent au COPE d'acquérir une certaine crédibilité auprès des étudiants. Malgré cela, le COPE a beaucoup de difficulté à assumer le contrôle de la lutte, la proposition de réinscription en janvier le démontre.

Après les vacances de Noël, l'administration sous-évalue la force réelle du COPE auprès de la masse étudiante, du moins c'est ce que laisse percevoir son attitude à l'époque. Elle laisse traîner le conflit en feignant de bien vouloir négocier. Elle espère que le calme reviendra à l'UQAM par l'essouflement du COPE, sans vraiment qu'elle ait à prendre des mesures très strictes (répression). C'est le contraire qui se produit; plus la grève s'éternise, plus le COPE devient pour les étudiants une organisation valable et il assume maintenant complètement l'orientation de la lutte. Le rapport de force se modifie donc en faveur des étudiants.

Les étudiants ne sont plus isolés entre eux et les contacts avec le SPUQ et le SEUQAM se raffermissent. Il devient maintenant certain que la grève a modifié le rapport de force initial. Devant cette montée du COPE, l'UQAM durcit sa position. On voit apparaître les comités dissidents subventionnés par l'UQAM et ayant pour tâche de diviser les étudiants et de faire voter la rentrée.

L'administration, voyant très bien qu'elle ne pourrait pas briser le mouvement par de telles actions (comités dissidents) revise complètement sa stratégie. Elle obtient une injonction après le coup monté du 24 février, mais, même sans ligne de piquetage, il n'y a pas de cours. C'est pourquoi le 28 février l'administration sort son décret, ce qui entraîne que les étudiants sont maintenant seuls dans la lutte, avec la responsabilité d'annuler leur session. Avec cette double mesure de l'administration, la situation est complètement modifiée. Le COPE se demande s'il a la force de poursuivre la lutte dans la situation nouvelle. Il y a danger que celui-ci se retrouve seul face à la majorité des étudiants.



étudiants, les enseignants et les employés de soutien. La lutte trouve alors sa signification déterminante en autant qu'elle vise à la fois l'école capitaliste et le savoir qu'elle véhicule.

Les revendications sur les frais de scolarité peuvent être posées en termes strictement corporatistes ou réformistes. Par exemple, la demande des étudiants de l'UQAM d'obtenir un délai de trois ans après l'entrée sur le marché du travail avant de rembourser les frais de scolarité est d'inspiration foncièrement réformiste, d'autant plus que le ministère de l'Education prévoit déjà l'application d'une telle modalité. Le problème posé par la sélection financière ne se traduit pas seulement par le fait que les enfants d'ouvriers sont en nombre insuffisant à l'université mais par la fonction idéologique de l'université, le fait que le contenu de l'enseignement vise à reproduire le savoir nécessaire au maintien et au développement des entreprises capitalistes et de l'Etat bourgeois. En raison même de ses aspects politiques, cette bataille ne se gagnera donc pas en une seule étape mais par une organisation regroupant les militants révolutionnaires en milieu étudiant, organisation capable de diriger les luttes et d'assumer une large mobilisation pour démasquer tous les aspects répressifs et sélectifs de l'université et de l'école en général et de se lier non seulement aux intérêts mais aux organisations du mouvement ouvrier.

# l'organisation des étudiants à l'UQAM

Au début de la lutte, en novembre, deux tendances semblaient se manifester. D'un côté, des étudiants soucieux de mettre sur pied, assez rapidement, une organisation étudiante semblable aux syndicats étudiants traditionnels, d'un autre côté, des étudiants qui voulaient créer des comités de pavillon du type comités d'action. Il s'agit là de deux tendances exprimées depuis plusieurs années à l'intérieur du mouvement étudiant; d'une part, la tendance syndicaliste-réformiste qui veut être un instrument souple permettant de rejoindre tous les étudiants et, d'autre part, la tendance politique qui vise à élargir le débat idéologique sur le rôle et la nature de l'école et à mener des actions précises pour mobiliser les étudiants sur des questions déterminées.

Le COPE représentait essentiellement la deuxième tendance; son acquis principal, au cours de la lutte, a été de contribuer au renforcement et à la jonction des forces progressistes. Le rôle du COPE aurait pu être beaucoup plus décisif si le travail d'organisation entrepris avait été poursuivi avec plus de détermination. A la fin de la lutte, le COPE disait d'ailleurs: "Il faudra tirer de l'expérience du COPE et des comités de pavillon un bilan précis qui va nous permettre de rentrer à l'Université plus forts et plus organisés, de telle sorte que le mouvement étudiant devienne une réalité à l'UQAM."

Même si le COPE a fait des efforts pour se réorganiser, en mettant en place divers comités, l'objectif fixé n'a pas été atteint en ce qui touche la réalité du mouvement à l'UQAM, ni même pour ce qui est d'un véritable bilan.

Il est utile de se rappeler qu'au Québec, la majorité des organisations étudiantes, comme l'UGEQ et l'AGEUM, sont nées ou ont modifié profondément leur action à partir des questions d'accessi-

# la democratisation de l'enseignement

La question de la perception des frais de scolarité est un indice de plus qui montre que le gouvernement abdique sa propre réforme scolaire amorcée au début des années '60. Avec le gouvernement Lesage, certaines étapes avaient été prévues pour en arriver progressivement à une accessibilité générale à l'éducation, donc à la gratuité scolaire. L'Union nationale a mis un frein à cette démarche en élargissant le programme de prêts et bourses. Le gouvernement Bourassa apporte un nouveau recul en se fixant comme objectif la réduction du taux d'augmentation des dépenses courantes dans le secteur de l'éducation; aux coupures dans les budgets, on doit ajouter des mesures qui vont du raidissement dans la perception des frais de scolarité au nouveau régime pédagogique dans les Cegeps, sans oublier le décret régissant les conditions de travail des enseignants et la vaste opération déclassification.

Après avoir investi considérablement dans le secteur de l'éducation, le gouvernement se rend compte qu'il ne peut accorder à tous un droit égal à l'éducation, en particulier parce que les structures économiques actuelles ne peuvent pas absorber toute la nouvelle main d'oeuvre qualifiée; le "cheap labor" québécois est donc renforcé par un nombre croissant de jeunes chômeurs intellectuels, même si le Québec est particulièrement sous-scolarisé. Seulement 6 à 7% des Québécois francophones vont à l'université; aux Etats-Unis, 25% de la population atteint le niveau universitaire.

A l'UQAM, la lutte sur la question des frais de scolarité a voulu être une lutte contre l'université sélective. Il peut toujours y avoir ambiguité à parler de "démocratisation" de l'enseignement, aussi longtemps que l'école aura pour fonction la reproduction des rapports de production capitalistes; même les éléments progressistes qui peuvent se trouver à l'UQAM ne changent pas fondamentalement le fait que l'université est le moule où la classe bourgeoise forme ses héritiers. En ce sens, ce n'est pas la bataille sur les frais de scolarité, ni même la revendication de la gratuité scolaire complète qui vont démocratiser l'école; il est possible d'entrevoir dès maintenant un apprentissage et une utilisation du savoir qui soient plus "populaires" mais les frontières de classes au sein de l'université ne disparaîtront pas du simple fait que les difficultés financières auront été amoindries.

# l'aspect politique de la lutte

La bataille qui s'est livrée à l'UQAM entre les étudiants et le gouvernement, par l'entremise de l'administration universitaire, déborde largement la question des frais de scolarité; elle porte finalement sur la remise en question du rôle et de la fonction de l'université, même si ces deux aspects n'étaient pas toujours présents ou clairement formulés. La bataille s'inscrit donc dans une lutte plus globale contre l'Etat-patron et son offensive non uniquement économique dans le domaine de l'éducation. De plus, l'ensemble des mesures sélectives, la volonté de réduire l'accessibilité à l'éducation supérieure et même de diminuer la qualité de l'enseignement, sont des mesures qui affectent à la fois les



bilité générale à l'éducation et que la majorité des luttes étudiantes avant 1969, y compris l'occupation des Cegeps, étaient reliées de près à cette question. Toutefois, le fait d'avoir fait ressortir certains des aspects politiques de la lutte sur les frais de scolarité a permis d'identifier plus clairement l'ennemi, l'adversaire principal comme étant le gouvernement et de prévoir, sans cependant s'atteler sérieusement à la tâche, des bases plus solides pour une réorganisation du mouvement étudiant en mesure de jouer un rôle particulièrement négligé au cours des dernières années, celui de force d'appui significative aux luttes ouvrières et populaires.

*1) "Pourquoi et comment poursuivre la lutte à l'intérieur de l'Université?", Bulletin de l'APLQ, no. 102, 15 mars 1973, p.13.*

# la génération révoltée

** arqile semini*

Actuellement, l'état du système capitaliste est clairement illustré par deux indices significatifs: la lutte de classe des travailleurs contre le capital et son pouvoir, et les crises économiques. Ces deux aspects de la crise générale qui travaille le système sont étroitement liés entre eux et complétés par d'autres aspects comme les luttes de libération nationale des peuples, les luttes pour la défense de l'indépendance nationale contre l'agression impérialiste, le colonialisme et le néo-colonialisme, ainsi que la lutte politique des diverses couches sociales pour la liberté et les droits démocratiques, lutte dans laquelle le rôle de la jeunesse et des étudiants devient de plus en plus important. Quoi qu'il en soit, les lois de l'évolution actuelle de la société ont mis en évidence un aspect nouveau et significatif. A la différence de la période pré-impérialiste, quand le mouvement ouvrier n'était pas encore organisé à l'échelle mondiale, la lutte de classe des travailleurs est maintenant un phénomène du système capitaliste plus marquant que les crises économiques. Si des périodes de stabilité provisoire se sont intercalées entre les crises économiques, la lutte de la classe ouvrière, elle, a toujours suivi une courbe ascendante, indépendamment des flottements passagers qu'elle a connus du fait de la trahison de la social-démocratie, de l'opportunisme et du révisionnisme moderne. Au cours de la période pré-impérialiste, les crises économiques, en tant qu'expression des formes les plus dures de l'exploitation et de l'oppression capitalistes, constituaient le facteur déterminant dans l'organisation de la lutte de classe du prolétariat. Dans la période impérialiste, le prolétariat, dans sa lutte de classe, a entraîné et entraîne avec lui diverses couches de la société et parfois toutes les couches sociales, ce qui a conduit à l'élévation continue de la conscience politique des travailleurs. En conséquence, leur lutte politique, elle aussi, s'est élevée sans cesse, portant au second plan le rôle des crises économiques. En conclusion, la lutte de classe des travailleurs devient le facteur qui détermine la crise générale du système capitaliste(1). Il s'agit donc d'un facteur subjectif qui se traduit en substance dans la nécessité de l'existence et du rôle dirigeant des partis marxistes-léninistes. Cela atteste la vitalité des idées marxistes-léninistes et la marche victorieuse de la révolution, qui devient de plus en plus l'aspiration des peuples du monde.

Abordant ces problèmes au VIe Congrès du PTA, Enver Hoxha a dit: "*La lutte de classe du prolétariat et des autres couches sociales exploitées a pris une telle ampleur par le nombre des participants comme par son âpreté, que la période actuelle peut être comparée, pour la bourgeoisie capitaliste, aux périodes les plus critiques qu'elle ait traversées.*" Plus loin, traitant de la jeune génération de ces pays, il a fait ressortir: "*Une autre particularité de la lutte de classe contre le système exploiteur capitaliste et la politique impérialiste est le déclenchement généralisé du mouvement de la jeunesse et étudiant, qui se transforme en une puissante force révolutionnaire de notre époque... Elle est maintenant à la recherche de la vérité et la vérité la conduit et la conduira à coup sûr vers l'union avec la classe ouvrière, vers la révolution.*"

Cette appréciation objective du mouvement de la jeunesse et étudiant apparaît parfaitement exacte, si l'on jette un coup d'oeil, même rapide, sur notre globe.

## élévation de la conscience politique des jeunes

Une des victoires les plus importantes remportées, ces dernières années, par le mouvement de la jeunesse et étudiant dans le monde capitaliste est indiscutablement l'élévation de la conscience politique de la jeune génération. Ce résultat a été obtenu grâce à une lutte de longue haleine, pénible et meurtrière. Il est intéressant de s'arrêter sur une des phases les plus brûlantes de la lutte des étudiants, celle de 1968. Cette lutte, apparemment seulement, car, à l'intérieur, bouillonnait la colère générale, commença par de simples revendications relatives au système d'enseignement décadent et aux droits syndicaux, mais bien vite elle passa aux revendications politiques. Alors, les étudiants révoltés commencèrent à chercher la véritable voie, et celle-ci les conduisit vers la classe ouvrière. Sans égard au fait que la lutte des étudiants dans les pays capitalistes, en 1968, fut réprimée par l'appareil bourgeois, le mouvement étudiant a pris de plus en plus conscience de la nécessité de définir une plate-forme idéologique et politique claire.

Ces quatre dernières années, la lutte politique des étudiants dans les métropoles impérialistes a ébranlé le pouvoir du capital. Elle s'est étendue aussi aux pays qui sont sous l'influence de l'impérialisme ou du révisionnisme moderne, et ce, dans les cinq continents. Dans le même temps, la jeunesse ouvrière, qui constitue la couche la plus dynamique et la plus exploitée de cette classe, se met périodiquement en grève, prend l'initiative, organise des manifestations politiques et joue un rôle important dans la réorganisation syndicale et politique, surtout à la suite de la trahison révisionniste. La jeunesse paysanne, principalement dans les pays encore affligés de l'exploitation typiquement féodale-bourgeoise, en Amérique latine, Afrique et Asie, affronte les forces impérialistes et les forces réactionnaires.

Dans plusieurs pays du monde où les peuples luttent, les armes à la main, pour la libération nationale ou pour défendre leur indépendance, comme en Indochine, en Thaïlande, en Birmanie, en Malaisie, aux Philipines, dans les colonies portugaises d'Afrique, dans les pays arabes, en Irlande, Bolivie, au Pérou, etc., la jeune génération constitue la force principale des armées de libération nationale ou de la guérilla. De plus, dans les zones occupées par les agresseurs ou sous le contrôle des forces mercenaires, la jeunesse et les étudiants sont à la pointe des manifestations politiques des diverses couches sociales. Ici, l'alliance de la jeunesse avec les larges

* *Arqile Semini est un écrivain albanais; son texte, publié à l'origine dans la revue "Albanie aujourd'hui" no.2, 1972, expose la situation actuelle du mouvement de la jeunesse et des étudiants des pays capitalistes, ses objectifs et les tendances de son développement.*

masses populaires et le rôle qu'elle remplit pour le renforcement de l'unité anti-impérialiste, s'expriment clairement.

Un important aspect de la lutte de la jeune génération est la lutte politique contre l'agression impérialiste et révisionniste, qui se traduit par la solidarité internationaliste avec la lutte des peuples d'Indochine, du peuple palestinien, du peuple tchécoslovaque, avec la lutte pour les droits civiques, contre la discrimination raciale auxEtats-Unis, en Afrique du Sud, etc., et enfin avec la lutte des étudiants de divers pays du monde pour la liberté, le progrès et les droits démocratiques.

Ces faits témoignent du sentiment de protestation et d'opposition générale au système capitaliste existant, sentiment qui s'est emparé de la jeune génération, au point que les idéologues bourgeois eux-mêmes ont été obligés de la qualifier de "génération révoltée".

## liens avec la classe ouvrière

Le mouvement de la jeunesse et étudiant a maintenant à faire face à un problème important. Il s'agit de la plate-forme idéologique et organisationnelle de ce mouvement. Celui-ci, étant un mouvement de masse, a beaucoup plus progressé sur le plan politique que sur le plan idéologique et de l'organisation. C'est également pour cette raison que,dans le mouvement de la jeunesse et étudiant, on voit s'affirmer avec vigueur et gagner de plus en plus de terrain le principe marxiste-léniniste, suivant lequel ce mouvement devrait s'unir à celui de la classe ouvrière et se placer sous la direction de son parti d'avant-garde (d'un parti marxiste-léniniste authentique). Cette exigence est impérative pour l'heureux développement de ce mouvement. Dans la classe ouvrière, dans sa plate-forme idéologique et son expérience organisationnelle, les jeunes et les étudiants trouvent la garantie de la réussite de leur programme et les voies à suivre pour atteindre les objectifs de leur lutte. Les jeunes et les étudiants constatent eux-mêmes que lorsqu'ils sont isolés de la classe ouvrière, dans bien des cas, ils n'arrivent même pas à faire aboutir leurs revendications minimales et leur combat est plus facilement réprimé par le pouvoir du capital. Les exemples de ce genre en Europe, sur le continent américain et dans d'autres pays, sont désormais connus. D'autre part, dans ces mêmes régions et dans d'autres où le mouvement de la jeunesse et étudiant a réalisé l'unité avec la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière, en créant un front commun anti-impérialiste et anti-monopoliste, des succès ont été obtenus dans les domaines économique et politique, dans le combat contre l'agression impérialiste, ou contre le danger fasciste (en Italie), etc. Dans le même temps, l'expérience acquise par le mouvement de la jeunesse et étudiant dans les pays où ce mouvement s'est uni à la lutte menée par les autres masses travailleuses sous la direction de la classe ouvrière et de son parti pour chasser le fascisme et assurer la victoire de la révolution démocratique et socialiste, permettant ainsi à ces pays de renverser le pouvoir du capital et de s'engager sur la voie du socialisme, est un exemple qui exalte et mobilise les mouvements de la jeunesse et des étudiants de divers pays du monde dans leur lutte contre l'agression, le colonialisme et le néocolonialisme. Dans ces conditions, on comprend aisément pourquoi la bourgeoisie et ses laquais, afin d'éloigner la jeunesse de la politique et de la lutte de classe, ont recours à toutes les formes d'action et à tous les moyens, depuis l'incitation à mener une vie dépravée et sans idéal jusqu'à la propagation d'une mode décadente et de la toxicomanie en passant par les théories et les débats oiseux sur



"la liberté sexuelle", l'érotisme et la pornographie, accompagnés de "nouvelles" variantes de la philosophie bourgeoise sur "l'extinction de la lutte de classes", sur la "suppression graduelle de la bourgeoisie en tant que classe et sur sa substitution par la technocratie". Les théories sur "le conflit des générations" et sur "la perte par la classe ouvrière de son rôle d'avant-garde", ce rôle devant soi-disant revenir désormais aux étudiants et à l'intelligentsia, ne manquent pas, elles non plus. Elles tendent toutes, sous une forme ou sous une autre, à semer la confusion idéologique dans les rangs de la génération montante, en particulier, à présent que la propagande du "péril communiste" ne trompe plus personne. En même temps, la bourgeoisie met en action ses propres laquais, les révisionnistes modernes et la social-démocratie, pour qu'ils exercent une pression constante sur le mouvement de la jeunesse et étudiant au moyen de chantages et de diversions multiples, afin de le diviser sur le plan organisationnel, recourant même contre lui, dans les moments critiques, à la violence et à la terreur policière.

## la trahison révisionniste (2)

Il est indéniable que les succès obtenus par le mouvement de la jeunesse et étudiant auraient été encore plus grands si la trahison des révisionnistes modernes, qui ont employé toutes les formes de propagande et de diversion pour le diviser, l'isoler et le détacher de la classe ouvrière, n'avait joué le rôle négatif que l'on sait en ce domaine. Les étudiants et la jeunesse subissent les effets de cette trahison, ils en souffrent, ce qui montre que les révisionnistes modernes, qu'il s'agisse de leurs chefs soviétiques ou des révisionnistes français, italiens, espagnols, anglais, américains, etc., se sont rangés objectivement du côté du pouvoir du capital. Ce qu'ils craignent le plus, c'est l'unité de la jeunesse et des étudiants avec la classe ouvrière. C'est pourquoi ils se dressent contre leur action commune. C'est ce qui s'est produit avec les mouvements des étudiants et de la jeunesse, en 1968, en France et dans d'autres pays capitalistes, et c'est ce qui se passe de nos jours, également. Les révisionnistes modernes en sont arrivés au point de qualifier les étudiants révoltés de "voyous" et d'"aventuriers". Au moyen de leurs hommes de paille qui se sont faufilés dans les organes dirigeants des organisations internationales de la jeunesse et des étudiants, et dans certaines organisations nationales, ces renégats font grand tapage en lançant le slogan démagogique "Nous accusons l'impérialisme!" mais ils n'entreprennent aucune action concrète pour la véritable unité du mouvement de la jeunesse et étudiant avec la classe ouvrière. Et même lorsqu'ils font quelques déclarations générales dans ce sens, on sait bien que leurs propos cachent une fausse unité, du fait même que ce sont les révisionnistes modernes qui ont trahi la cause de la classe ouvrière.

Quoi qu'il en soit, le mouvement anti-impérialiste et progressiste de la jeunesse et des étudiants va de l'avant. Dans les rangs de la jeunesse et des étudiants, l'idée de la révolution n'est plus désormais une idée vague, elle ne se réduit pas à la mobilisation des forces fraiches de la jeune génération pour des mini-réformes sociales dans le cadre du capitalisme ou pour des victoires politiques partielles. Cette idée devient claire, exaltante et mobilisatrice. Elle commence à avoir des objectifs bien déterminés. Même dans l'acceptation la plus étroite de cette idée, qui se traduit par la lutte de libération des peuples ou par la

lutte pour la défense des droits démocratiques, la force de la pensée révoltée déborde de ces limites. On le voit d'ailleurs dans les programmes de ces combats, qui soulèvent le problème de la poursuite de la révolution.

---

*1) C'est un fait que les crises économiques ne sont plus le facteur déterminant dans la lutte de classes. Toutefois, l'élévation de la conscience n'a pas entraîné partout, à un même degré, l'élévation de la lutte politique; de plus, c'est seulement lorsque le prolétariat exerce la direction de la lutte qu'il réussit à entraîner avec lui les diverses couches sociales.*

*2) Le révisionisme moderne se manifeste autant dans les partis communistes d'URSS et d'Europe de l'Est, que dans les partis communistes des pays capitalistes comme la France et l'Italie. Les thèses fondamentales du révisionnisme sont les suivantes : le passage pacifique au socialisme par la voie parlementaire, le rejet de la dictature du prolétariat, l'apolitisme des syndicats, le caractère non-antagonique de la lutte de classe, la négation de l'internationalisme prolétarien, les alliances sans principe avec la bourgeoisie réformiste et la réfutation de plusieurs thèses de Marx sur la valeur, l'avenir du capitalisme.*



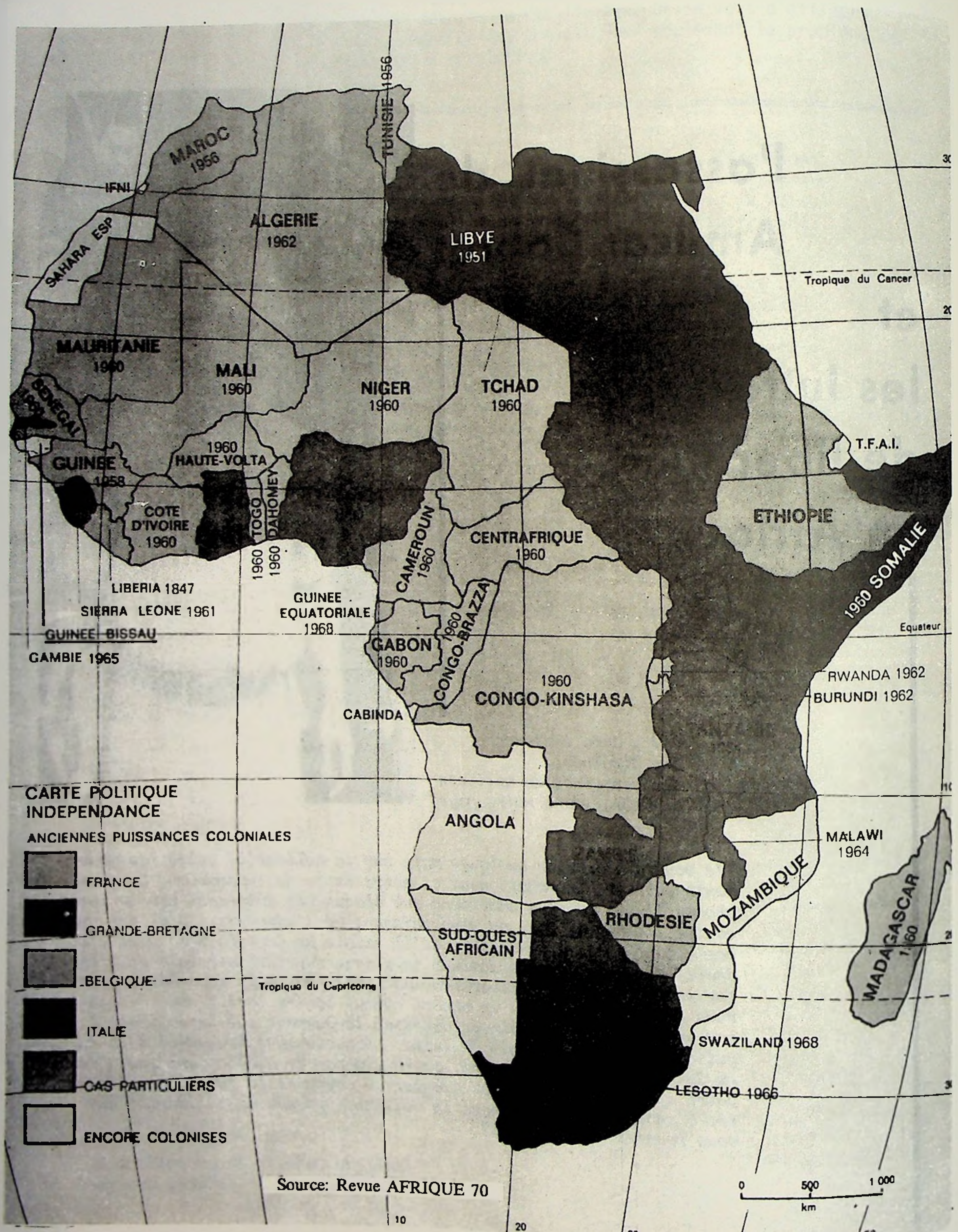
# l'assassinat de Amilcar Cabral et les luttes de libération en Afrique



*"Il y aura toujours des dizaines, des centaines de milliers de Cabral dans notre pays"*

*"Je voudrais ajouter quelques mots sur la solidarité entre les mouvements ouvriers internationaux et notre lutte de libération. De deux choses l'une: ou nous admettons que chacun est intéressé par la lutte contre l'impérialisme, ou nous refusons de l'admettre. S'il est vrai, comme tout porte à le croire, qu'il existe un impérialisme dont l'objectif est à la fois de dominer la classe ouvrière mondiale et d'étouffer les mouvements de libération nationale des pays sous-développés, nous devons voir en lui un ennemi commun contre lequel nous devons lutter ensemble. Il est vain de discuter longuement sur la solidarité, puisqu'en fait, il s'agit de lutte. Nous luttons les armes à la main, en Guinée; luttez-vous aussi, je ne dis pas de quelle manière, c'est votre affaire; mais il faut trouver le moyen et la forme de lutte contre l'ennemi commun; ce sera la meilleure preuve de solidarité que vous pourrez nous donner."*

*(Amilcar Cabral: Interventions au Séminaire sur l'Afrique, organisé à Milan, en 1964)*




Source: Revue AFRIQUE 70



• • •

Le 20 janvier 1973, Amilcar Cabral, secrétaire général du Parti Africain pour l'indépendance de Guinée-Bissau et Cap Vert (PAIGC), le parti dirigeant la guerre de libération du peuple de Guinée-Bissau contre le colonialisme portugais, était lâchement assassiné par des traîtres à la solde du Portugal. Ainsi tombait l'un des grands chefs révolutionnaires africains qui avait su diriger avec grand succès la lutte d'un petit peuple de 800,000 personnes contre une puissante armée moderne, équipée et soutenue par les puissances impérialistes. La lutte exemplaire du peuple de Guinée-Bissau, sa vaillante résistance aux atrocités commises par les colonialistes, étaient devenues un puissant symbole et stimulant à tous les révolutionnaires africains. En tuant Amilcar Cabral, les colonialistes portugais espéraient saboter la lutte révolutionnaire menée par le PAIGC et détruire l'influence et l'importance qu'avait assumées cette lutte pour l'Afrique.

Malheureusement pour les Portugais, les révolutionnaires du PAIGC, engagés depuis 1963 dans la lutte armée, avaient su s'enraciner solidement dans le peuple et le mobiliser pour la lutte de libération nationale. La preuve en est dans l'étendue des zones libérées du contrôle portugais, et dans les structures du pouvoir populaire mises sur pied par le PAIGC. En dix ans, (de 1963 à 1973) de lutte armée, le PAIGC a libéré plus de 70% du territoire de Guinée-Bissau, et réduit les Portugais à se retrancher dans les grands centres urbains ou dans leurs camps et postes fortifiés. A présent, à l'exception de Bissau, la capitale, Bafata et quelques autres villes, tous les postes et camps de l'ennemi sont à la portée de l'artillerie des Forces armées patriotiques.

Cette réussite est fondée sur la mobilisation des masses rurales et paysannes de la Guinée-Bissau. La population de la Guinée-Bissau était rurale à plus de 90%; en 1959, le PAIGC prit la décision juste de "mobiliser les campagnes pour la lutte armée" et de s'engager dans une guerre révolutionnaire populaire qui "partirait de la campagne pour encercler les villes". Cette orientation s'est avérée juste puisque, quatorze ans plus tard, le PAIGC exerce un contrôle politique et militaire effectif sur la plus grande partie des régions rurales du pays, et qu'il est sur le point de se lancer dans des opérations qui renforceront les positions qu'il tient déjà et élargiront son influence à Bissau et dans les autres villes occupées. Ce n'est qu'en mobilisant les masses populaires, particulièrement à la campagne, et en s'appuyant sur elles que le PAIGC a pu mener avec succès la guerre révolutionnaire pour la libération nationale. Les cadres du PAIGC en sont très conscients et ils affirment avec conviction: *"nous devons compter sur les larges masses populaires si nous voulons faire le moindre pas."*

Dans les régions libérées, le PAIGC a éliminé toutes les traces de la domination portugaise et a entrepris ensuite d'y construire une nouvelle structure de pouvoir politique populaire. Dans ces régions, des comités révolutionnaires *élus* ont été établis dans tous les villages et localités. Le comité de village est composé de cinq membres, dont deux femmes. Ses fonctions sont d'organiser et de diriger le peuple dans le développement de la production et le soutien au front. A partir de 1968, chaque région fut nantie d'un comité de région élu par les comités de villages. Ainsi, dans les régions libérées, le pouvoir politique est établi à quatre échelons: comité de région, de sous-région, de section et de village. En 1972, une décision extrêmement importante fut prise, celle de constituer une assemblée nationale représentative, élue par scrutin direct et secret dans les régions libérées, pour proclamer l'indépendance de la Guinée-Bissau. Cette assemblée nationale aurait constitué le gouvernement légitime d'une Guinée-Bissau indépendante, et aurait demandé que cette indépendance soit reconnue par le monde entier. Suivant les déclarations de Cabral, quelques 70 états s'étaient déjà engagés à le faire, tandis que des puissances africaines comme l'Ethiopie et le Nigeria avaient accepté de patronner une résolution invitant les Nations Unies à reconnaitre le nouvel état de Guinée-Bissau. Cabral avait lui-même indiqué qu'au début de 1973, la Guinée-

Bissau annoncerait son indépendance et qu'elle se proclamerait "*pays souverain et autonome dont certaines régions sont occupées militairement par des agresseurs étrangers.*"

C'est pour empêcher que ne se déroule ce plan et que soit affirmé clairement sa défaite politique et militaire que le Portugal a manigancé l'assassinat de Cabral. Suivant des informations provenant de l'enquête menée par les dirigeants du PAIGC, l'assassinat de Cabral n'était qu'une phase d'un plan beaucoup plus ambitieux, développé par le Portugal et ses alliés de l'OTAN pour écraser les mouvements révolutionnaires et les pays progressistes, en Afrique.

Mais dans les conditions de mobilisation massive d'un peuple autour de son avant-garde, de sa participation enthousiaste à la lutte de libération - la mort d'un chef, qu'il soit d'aussi grande valeur que Cabral, ne saurait signifier la défaite et l'échec. Le peuple de Guinée-Bissau ayant épousé la cause de l'indépendance et de la libération nationale,est en train de forger sa propre histoire, et rien ne l'arrêtera car ce sont les masses et non les invididus qui font la révolution.

## les mouvements de libération dans les colonies portugaises

| ANGOLA | MOZAMBIQUE | GUINEE BISSAU |
|---|---|---|
| *Le MPLA* | *LE FRELIMO* | *LE PAIGC* |
| *Le Mouvement Populaire pour la libération de l'Angola, fondé en I954, a débuté la lutte armée en I96I. Il contrôle présentement 2/3 du térritoire. A peu près 5,000 guérilleros dans le MPLA.* | *Le Front de Libération de Mozambique, fondé en I962, engage la lutte armée en I964 dans la région nord du pays. Contrôle présentement I/3 du térritoire (le nord), développe la guérilla dans la province du Tete où se trouve le barrage de Cabora Bassa. Essaie par tous les moyens d'entraver la construction de ce barrage, qui est un objectif économique - stratégique - important de l'impérialisme en Afrique. I0,000 guérilleros dans le Frelimo.* | *Le Parti Africain pour l'indépendance de Guinée-Bissau et Cap-Vert, fondé en I956 par Amilcar Cabral, entrepris la lutte armée en I963. Le plus fort et le plus structuré des mouvements de libération en Afrique. 2/3 du térritoire libérés. Etablis dans ces régions écoles, hopitaux, assemblées nationales et comités de villages, milices et forces armées régulières.* |
| *Fait face à 70,000 soldats équipés et soutenus par l'OTAN et l'Afrique du Sud. Reçoit approvisionnement et refuge dans les régimes progressistes de la Tanzanie et de la Zambie.* | *Fait face à un formidable déploiement de forces: I20,000 soldats portugais plus 2 bataillons de l'armée raciste de l'Afrique du Sud stationnés dans la Province du Tete. Reçoit approvisionnement et refuge dans les régions progressistes voisines de la Zambie et de la Tanzanie.* | *La lutte du PAIGC est exemplaire pour l'afrique. Fait face à 40,000 soldats portugais. Reçoit aide et approvisionnement de la Guinée.* |



## les colonies portugaises en Afrique

| | ANGOLA | MOZAMBIQUE | GUINEE BISSAU |
|---|---|---|---|
| superficie | *480,000 milles²* | *307,000 milles²* | *5,000 milles² sur le continent, et 500 milles² aux îles du Cap Vert* |
| population | *5 millions, dont 350,000 étrangers* | *7 millions dont 185,000 étrangers* | *600,000 sur le continent, 200,000 sur les îles; en tout, 2,500 étrangers* |
| économie | *orientée vers la culture du café; très riche en ressources minières et en pétrole: cuivre, diamant, fer, manganèse, tungstène* | *orientée vers la culture du coton, noix et production de sucre; industrie: très peu développée, alimentation, boisson, textiles, pêcheries; richesses minières: pétrole et gaz, charbon, nickel et chrome* | *orientée vers la culture de l'arachide presque uniquement; possède des réserves de pétrole et de bauxite* |
| investissements étrangers | *US et Belgique: de gros investissements dans le pétrole (Gulf Oil y a investi 150 millions de dollars); les Allemands ont le monopole de l'extraction du fer; d'importants investissements de l'Afrique du Sud, de la France et de la Belgique dans l'extraction des diamants* | *US, Allemagne de l'Ouest, Angleterre, France, Afrique du Sud et Canada. Enormes investissements totalisant 500 millions de dollars dans la construction du barrage de Cabora Bassa* | *presque inexistants, dû au peu de développement de l'économie; mais la Gulf Oil vient d'annoncer qu'elle comptait y investir pour l'extraction du pétrole* |

● ... En parlant du colonialisme portugais, nous ne devons pas l'isoler de l'ensemble des autres phénomènes qui caractérisent la vie de l'humanité depuis la révolution industrielle, depuis l'avènement du capitalisme jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. C'est pourquoi, lorsque nous parlons de notre lutte, nous ne devons pas l'isoler de l'ensemble des phénomènes qui caractérisent la vie de l'humanité, en particulier de l'Afrique après la Seconde Guerre mondiale.

(*Amilcar Cabral, à la conférence de Dar Es-Salaam, octobre 1965.*)

# l'importance de la lutte en Guinée-Bissau

Le Portugal possède trois colonies en Afrique, la Guinée-Bissau, le Mozambique et l'Angola. Dans ces trois colonies, le Portugal est confronté à des guerres populaires de libération qui enregistrent de plus en plus de succès. Au Mozambique et en Angola, les forces révolutionnaires contrôlent de larges parties du territoire et étendent continuellement la guérilla aux régions non libérées. De ces trois colonies, la Guinée-Bissau est de loin la plus petite et la moins riche. Elle couvre une superficie de 36,000 $km^2$ et a une population de 800,000 personnes. Elle ne possède pas de richesses minérales et produit principalement de l'arachide. Du strict point de vue économique, cette colonie est loin de valoir les pertes financières et humaines que la guerre populaire impose aux Portugais. Ceux-ci y cantonnent une armée de 40,000 hommes pour une population de 800,000, y subissent des pertes humaines et matérielles continuelles, et n'en retirent plus aucun profit, étant donné que la structure du commerce colonial est perturbée par l'étendue des zones libérées.

Mais, pour le Portugal et les forces impérialistes qui le soutiennent, l'enjeu de la guerre en Guinée-Bissau dépasse largement les cadres restreints de cette colonie. L'enjeu en dernière analyse est le maintien de la domination impérialiste sur l'Afrique. Une victoire du peuple guinéen aurait un effet de stimulation incalculable sur les forces révolutionnaires au Mozambique et en Angola. Ainsi, les dernières possessions coloniales du Portugal en Afrique, seraient irrémédiablement condamnées.

D'autre part, des mouvements de luttes armées se développent impétueusement dans les régimes racistes blancs du Sud du continent. En Rhodésie, les forces révolutionnaires du peuple développent une guérilla vigoureuse dans le nord-ouest du pays, tandis qu'en Afrique du Sud et en Namibie (territoire colonisé par les racistes blancs de l'Afrique du Sud), des grèves et des soulèvements armés se multiplient.

Une victoire en Guinée-Bissau, de plus grands succès pour les révolutionnaires de l'Angola et du Mozambique, auraient inévitablement de grands effets sur l'évolution de la guérilla dans ces pays.

Conscients des dangers qui les menacent, le Portugal, l'Afrique du Sud et la Rhodésie ont formé une alliance contre-révolutionnaire et coopèrent dans la lutte contre les mouvements de guérilla et les régimes progressistes d'Afrique. L'Afrique du Sud, en plus de fournir armes et munitions au Portugal, a engagé directement son armée dans la guerre au Mozambique. Plusieurs bataillons sud-africains se trouvent dans la province de Tete, en Mozambique, et participent, avec l'armée portugaise, à la répression du mouvement révolutionnaire mozambicain. L'Afrique du Sud a aussi investi d'énormes capitaux dans les colonies portugaises, notamment en Mozambique pour la construction d'un énorme barrage, le barrage de Cabora Bassa, qui lui fournira l'énergie électrique abondante et à bon marché dont ses industries ont besoin. La Rhodésie bénéficie aussi de l'aide militaire et économique de l'Afrique du Sud, aide sans laquelle le régime raciste blanc n'aurait pu survivre.

Ainsi, ces trois pays coordonnent leurs efforts pour contenir, limiter et écraser les mouvements révolutionnaires menaçant leur domination en Afrique. Dû à l'importance stratégique des colonies portugaises en Afrique et aux richesses qui s'y trouvent, particulièrement en Angola et au Mozambique, une plus grande partie de leurs efforts est présentemment dirigée vers la suppression de ces mouvements qui, pour le moment, sont les plus avancés en Afrique.

Par ailleurs, ces régimes sont aidés par les grandes puissances impérialistes, telles que la France, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne de l'Ouest, qui cherchent ainsi à protéger leurs nombreux investissements en Afrique, et à y maintenir leur domination. Dans le cas du Portugal, cette aide est flagrante, étant donné que le Portugal est membre de l'OTAN, l'alliance militaire des pays atlantiques, et reçoit, par ce biais, tout l'arsenal qu'il utilise dans ses guerres coloniales. Le Portugal est le pays le plus pauvre et le plus arriéré d'Europe occidentale, il ne possède presque pas d'industries, et se trouve lui-même dans une position de semi-colonie envers les Etats-Unis, l'Angleterre et les pays du Marché commun. Il est donc clair que sans l'aide économique et militaire de ces pays, il n'aurait jamais pu mener de front ses trois guerres coloniales et fournir l'équipement moderne nécessaire à son armée pour la lutte anti-guérilla. Ex.: Le Portugal reçoit de ses alliés militaires, tout le matériel utilisé dans les guerres coloniales.* Des Etats-Unis d'Amérique: avions, bombardiers et chasseurs (Thunderjet, Douglas, Boeing, Dakota); bateaux et navires; défoliants, napalm et bombes au phosphore (utilisés au Viet Nam). De la France: hélicoptères, avions, chars d'assaut. De l'Allemagne et de l'Italie: avions. Du Canada: avions, Sabres et Superfighters

C'est dans le but de sceller cette alliance que le Portugal a permis, dans les années soixante, au moment où les mouvements révolutionnaires prenaient de l'ampleur dans ses colonies, que d'énormes capitaux étrangers soient investis au Mozambique et en Angola. Ainsi, en Angola, les Belges et les Nords-Américains ont de gros investissements dans l'exploitation du pétrole, tandis que les Allemands investissent dans l'extraction du fer dont ils possèdent le monopole dans le pays. D'autres capitaux étrangers sont investis dans l'extraction de diamants, du cuivre et d'autres minéraux.

En Mozambique, la Gulf Oil Company ainsi que plusieurs autres compagnies françaises, britanniques, canadiennes, etc., ont mis sur pied d'énormes projets pour l'extraction de gaz et de pétrole.

Il y a aussi d'énormes investissements dans le projet du barrage de Cabora Bassa, investissements auxquels participent à peu près tous les pays d'Europe occidentale, les Etats-Unis, le Canada (par l'entremise d'ALCAN), et l'Afrique du Sud.

Sans le concours des compagnies étrangères et sans le soutien des gouvernements occidentaux, le Portugal ne pourrait pas supporter (*"même pas pendant une semaine," avait dit en 1969 le dirigeant du mouvement révolutionnaire mozambicain)* la pression qu'il subit au Mozambique, en Angola et en Guinée.

---

*Pour plus de détails, voir la brochure *Portugal and Nuto*, publiée par l'Angola Comité d'Amsterdam.

Ainsi, dans cette alliance, les avantages sont mutuels. D'une part, les puissances impérialistes et les grands monopoles peuvent mener leur guerre contre-révolutionnaire par personne interposée, plutôt que par l'engagement direct. D'autre part, la bourgeoisie portugaise, bien que faible économiquement, peut quand même maintenir ses possessions coloniales et ainsi s'assurer les miettes des super-profits que le pillage et l'exploitation des régions africaines rapportent aux grandes bourgeoisies impérialistes.

Sous sa façade coloniale, le Portugal est devenu, aux côtés de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie, le mercenaire de l'impérialisme en Afrique.

De ceci, les révolutionnaires des colonies portugaises sont conscients depuis longtemps. En 1962, Cabral déclarait: *"Le Portugal n'a été, en fait, que le gardien, parfois envieux, des ressources humaines et matérielles de nos pays, au service de l'impérialisme mondial. Voilà la véritable raison de la survivance du colonialisme portugais en Afrique, et du prolongement possible de notre lutte." (in* Guinée, Cap Vert face au colonialisme Portugais, p. 14, de Le Pouvoir des armes, Maspero, Cahiers libres, 162)

Face à cette alliance réactionnaire internationale, regroupant des régimes coloniaux et fascistes, et les puissances impérialistes, les mouvements de libération ne sont pas restés isolés. En premier lieu, ils formèrent une structure de coordination et d'échanges intitulés Conférences des organisations nationalistes des colonies portugaises (CONCP) qui leur permit de coordonner leurs efforts tant au niveau militaire que politique ou diplomatique. Deuxièmement, tenant compte des circonstances historiques dans lesquelles ont lieu leurs luttes, cela veut dire l'époque des luttes des peuples opprimés contre l'impérialisme et de l'existence de pays socialistes, principaux bastions de la lutte anti-impérialistes, tenant compte de l'alliance internationale réactionnaire établie contre eux, les mouvements de libération des colonies portugaises demandent et reçoivent l'aide de pays progressistes et particulièrement de pays socialistes.

Les mouvements éénéficient ainsi de l'aide de plusieurs pays africains, de l'organisation de l'Unité africaine et, en parti-

culier, des régimes progressistes tels que la Guinée, la Tanzanie et la Zambie. L'aide de ces régimes progressistes est particulièrement importante puisqu'ils sont voisins des colonies portugaises - la Guinée est immédiatement au Sud de la Guinée-Bissau, la Zambie à l'est de l'Angola, et la Tanzanie au nord du Mozambique - et servent de base arrière et de refuge aux forces de guérilla.

Ils reçoivent aussi une aide particulièrement importante des pays socialistes, tels la Chine et Cuba, et maintiennent de très bonnes relations avec le Nord Viet Nam. L'aide des pays socialistes est particulièrement bien appréciée des trois mouvements de libération, étant donné qu'ils considèrent que leurs luttes, en affaiblissant l'impérialisme, contribuent aussi à la défense des pays socialistes et à la révolution prolétarienne mondiale.

Comme nous le voyons, la lutte en Guinée-Bissau n'est qu'un cas particulier de la lutte que se livrent au niveau mondial les forces de l'impérialisme (dirigées par les USA) d'une part, et les forces anti-impérialistes de libération nationale, de l'autre. La liquidation du colonialisme portugais en Guinée-Bissau serait une contribution importante à la défaite de l'impérialisme en Afrique et éventuellement au niveau mondial. Cabral l'a dit clairement: *"Le peuple des îles du Cap Vert et de Guinée-Bissau, en luttant contre le colonialisme portugais, amènera la liquidation totale de l'impérialisme. Côte à côte avec les autres Africains et toutes les forces anti-impérialistes, notre peuple accomplira sa tâche historique."*

• • •

classe en forêt dans une région libérée





miliciennes en région libérée



# références

*1) Amilcar Cabral, GUINEE PORTUGAISE: LE POUVOIR DES ARMES, Paris, 1970, ed. François Maspero, 120 p.*

*Ce livre est en fait un recueil de textes politiques et d'entrevues de Cabral. Il est consacré à l'analyse des conditions concrètes et au développement de la lutte de libération nationale en Guinée-Bissau. Il comporte six thèmes.*

*D'abord, une analyse des conditions très complexes de la lutte: structure de classe et sociale de la population très peu développée, retard considérable, manque d'armes, de combustibles et d'autres moyens pour mener des combats.*

*Ensuite, il démontre pourquoi le colonialisme portugais est voué à l'échec; il ne borne toutefois pas sa démonstration au seul mouvement de libération des peuples des colonies portugaises. Il parle de la détermination de lutter pour "la construction d'une Afrique nouvelle, réellement indépendante et progressiste, fondée sur le travail et la justice sociale." D'où l'intérêt de ses considérations sur les différents groupes sociaux et leur position à l'égard de la lutte de libération.*

*Troisièmement, Cabral étudie en profondeur et longuement les aspects idéologiques de la lutte de libération nationale. Même quand la classe ouvrière n'existe pas encore, la formation d'une avant-garde consciente de la lutte de libération nationale, d'un parti politique, est absolument nécessaire. Les représentants les plus progressistes des couches intermédiaires de la population peuvent sans conteste jouer un rôle important dans la formation de l'idéologie du mouvement et du programme idéologique du parti. Cabral, examinant l'évolution de la petite-bourgeoisie, souligne l'inévitabilité de la différentiation des classes qui influera sur le développement et l'approfondissement du mouvement anticolonial.*

*Ensuite, il est question de la stratégie et de la tactique de la lutte qui ne peut être unique pour tout le mouvement. Les forces en présence et les conditions de la lutte, le facteur géographique et les préjugés tribaux, l'ampleur de l'aide que le mouvement reçoit de l'étranger, tout cela doit être pris en considération lors de l'élaboration de la stratégie et de la tactique. Cabral souligne les facteurs subjectifs et d'abord la direction politique et militaire.*

*Quant aux tendances tribales en Guinée-Bissau, Cabral affirme qu'elles n'ont pas et n'auront pasgrande importance, car la structure tribale était en désagrégation dès avant l'arrivée des Portugais, et la domination coloniale l'a privée de sa base économique. Le mouvement de libération nationale assène un coup fatal aux séquelles des rapports tribaux.*

*Lançant un appel à l'opinion démocratique pour prêter une aide dans tous les domaines aux combattants contre les colonisateurs portugais, il repose clairement les problèmes cruciaux de la lutte de libération nationale du peuple de la Guinée-Bissau, nous croyons qu'il saura intéresser les camarades ayant à coeur la lutte de libération du peuple québécois.*

*2) Basil Davidson, LIBERATION OF GUINE, Penguin Books, 1968*

*3) Basil Davidson, DANS LES MAQUIS DE GUINEE-BISSAU, article dans Le Monde diplomatique, février 1973*

*4) Tricontinentale, COLONIES PORTUGAISES: LA VICTOIRE OU LA MORT*

*5) Angola Comité Amsterdam, PORTUGAL AND NATO*

*6) Liberation Support Movement, GETTING HIP TO IMPERIALISM, ALCAN, JAMAICA' CABORA-BASSA*

*7) Afrique-Asie, nos 23 et 24, LE COMPLOT CONTRE CABRAL*

*Dans le numéro 24, sont présentés les résultats de l'enquête menée par les dirigeants de PAIGC sur l'assassinat de Cabral. Il apparaît, sans l'ombre d'un doute, que l'assassinat de Cabral était partie intégrale d'un grand complot élaboré par le Portugal, l'Afrique du Sud et les puissances impérialistes qui les supportent, pour écraser les mouvements de libération nationale et les gouvernements progressistes en Afrique.*



# UNE ÉVALUATION DU TRAVAIL IDÉOLOGIQUE

## *à partir de textes militants*

*Ce texte est une évaluation des documents d'enquête, d'analyses stratégiques et de recherches réalisés par certains groupes progressistes et certains militants. Il résulte d'un comité de recherche de quatre personnes qui ont choisi une douzaine de documents "typiques" à analyser en profondeur, parmi l'ensemble des textes militants quont produits les CAP Maisonneuve et Saint-Jacques, principalement, et également d'autres groupes ou militants avec qui le comité avait certains contacts.*

*L'objectif du comité n'était pas de faire des analyses de contenu ou une critique serrée de la cohérence externe de ces textes.* L'objectif est plutôt d'évaluer une partie de ce que nous écrivons *(ou une partie de notre "production idéologique")* en la mettant directement en rapport avec l'état des luttes *(économiques, politiques et idéologiques)* que nous menons.

*En ce sens, cette évaluation est un élément qui s'inscrit dans un travail plus global, celui de préciser la ligne politique des groupes de militants en reliant continuellement nos pratiques à la réflexion militante critique.*

# I - quelques données historiques

## de la lutte idéologique de parti pris...

Depuis une dizaine d'années, le Québec est un lieu d'effervescence quant à la production de textes ou de recherches à tendance progressiste. Produits par des groupes d'intellectuels, les Parti Pris, Socialisme, Quartier Latin, journaux de tendances diverses, etc., n'ont pour ainsi dire jamais débordé les cadres restreints de ce qu'on peut appeler une certaine gauche intellectuelle. Il pouvait d'ailleurs difficilement en être autrement: le régime Duplessis ayant violemment réprimé toute volonté de militantisme ouvrier ou progressiste, les protagonistes de la révolution tranquille apparurent,au début des années soixante, comme ceux qui devaient à coup sûr conduire à la libération économique du Québec.

Pour construire une société moderne, ils mirent sur pied certains mécanismes qui paraissaient même parfois aller trop loin par leur allure de réformes à tendance "socialisante" (réforme de l'éducation, création de sociétés d'Etat...). Certains mécanismes revêtirent aussi l'aspect de projets d'envergure, créateurs d'emplois (Manic, Expo, routes...), ou tout simplement celui d'une plus grande ouverture d'esprit sur les problèmes des travailleurs (consultation des syndicats, rénovation urbaine, sécurité sociale).

Dans ce contexte, se formèrent des comités de citoyens en vue tout d'abord d'accélérer ou de contester certaines mesures gouvernementales. Devant l'impasse, certains commencèrent à radicaliser leurs positions.

## ...au manifeste du flq

En octobre 1970, parut le premier texte révolutionnaire de propagande large, identifiant les ennemis de la classe ouvrière: le manifeste du FLQ; il fut bien reçu. Il faut dire que, depuis la fin des années soixante, les conditions objectives avaient évolué: plusieurs luttes syndicales dures, rentrée en beauté du chômage et de l'infl ation; de plus, les réformes mises en oeuvre avaient déjà prouvé leur impuissance, et on commençait à entrevoir plus clairement quels étaient les intérêts qui les soutenaient. Une fois ces intérêts satisfaits, les gouvernements Bertrand et Bourassa revinrent à des politiques ouvertement réactionnaires, tandis que le P.Q. reprit à son compte l'idéologie de la révolution tranquille, tout en la poussant au bout de sa logique; il put ainsi canaliser une forte partie de l'opposition populaire, dont les travailleurs syndiqués et la plupart des comités de citoyens qui, en pratique, opposaient toujours le réformisme à la réaction renaissante. En ce sens, le message révolutionnaire véhiculé par le FLQ ne put rejoindre les pratiques encore trop vaguement politiques de ces groupes. Si on trouvait que le manifeste avait bien du bon sens, on n'en était pas moins opposé aux formes d'actions préconisées par le FLQ, sans toutefois être en mesure de leur opposer d'autre alternative que celle du FRAP dont la déconfiture électorale vint clarifier la nécessité de s'organiser sur des bases autres que celles proposées par les règles du jeu de la démocratie bourgeoise. Dans un certain sens, on peut dire que l'articulation entre théorie et pratique révolutionnaire se traduisit concrètement en une redéfinition de certains comités d'action politique.



## lier théorie et pratique

Les militants qui supportaient ces groupes, conscients qu'ils étaient de la nécessité de changer radicalement les rapports de classes, avaient au moins deux choses en commun: la volonté de se lier au prolétariat en faisant leur ses pratiques de luttes, ainsi qu'un certaingagage théorique susceptible de contribuer à dégager les véritables intérêts qui sous-tendaient les enjeux de ces luttes. Pratique et théorie devaient donc devenir deux aspects fondamentaux et inséparables d'un même processus révolutionnaire. De là, les textes rédigés par ces militants devaient devenir des productions axées sur la propagande et la formation politiques. C'est en ce sens encore vague qu'on peut dire qu'à l'heure actuelle, l'articulation théorie-pratique constitue un acquis dans la plupart des groupes politiques.

Toutefois, la traduction de cet acquis en termes concrets n'en demeure pas moins encore embryonnaire. C'est pourquoi nous avons essayé d'évaluer aussi systématiquement que possible le travail de recherche et les textes produits jusqu'ici par les groupes progressistes. Cette évaluation critique a été faite en fonction des facteurs suivants: les circonstances concrètes en fonction desquelles les textes ont été produits, les objectifs assignés à cette production, la façon dont le texte a été produit, son contenu analytique et politique, sa forme et son mode de diffusion.

S'il est particulièrement important de considérer ces six facteurs, c'est que pour la plupart, ces productions furent initiées par des intellectuels progressistes , regroupés à l'intérieur de groupes politiques, dont l'implication dans la lutte pour la prise du pouvoir par le prolétariat se fait à partir de l'extérieur de celui-ci, en ce sens qu'elle est conditionnée par leur volonté subjective de se lier à lui. Dans bien des cas, le mode de liaison le plus pertinent semble consister en la communication à la classe ouvirère d'instruments qui lui appartiennent en propre, la théorie marxiste-léniniste, de sorte que de luttes, de situatons, ou d'événements dont l'enjeu apparaissait au départ à caractère uniquement économique, soit dégagé le contenu objectivement politique. On peut résumer ainsi le procédé général adopté par les producteurs de recherches: confrontation de leurs acquis théoriques à une situation concrète, puis diffusion des résultats de l'analyse ainsi produite aux membres de la classe ouvrière plus particulièrement impliqués dans cette situation, afin de provoquer chez eux l'émergence de la conscience de classe. Dépendant des expéreinces, les résultats s'avèrent plus ou moins convaincants; il s'agit de savoir pourquoi, de sorte qu'on puisse tirer des acquis et des faiblesses passés, certaines lignes de conduite pour le présent.

# II - les priorités à l'étape actuelle

## l'objectif principal -

Pour situer correctement nos tâches idéologiques d'enquête et d'analyse, il est nécessaire de rappeler qui nous sommes, et dans quelle étape de la lutte des classes nous nous retrouvons actuellement.

## réaliser la jonction avec le prolétariat

Les CAP sont des organisations progressistes de militants intellectuels et de militants ouverirs qui ont commencé à proclamer la nécessité d'une organisation politique des travailleurs, qui ont amorcé quelques analyses générales en terme de classes (en terme marixste) et qui ont débuté un travail d'organisation et d'implantation au sein de milieux de travail, de quartiers ouvriers, d'écoles, de CEGEP, d'universités, etc. Dans l'ensemble, on peut dire que nos liens politiques avec des groupes de travailleurs sont encore fragiles et peu développés, tandis que les militants intellectuels dominent assez nettement à la base de nos organisations et encore plus à leur direction. Cela n'est pas tellement surprenant si l'on considère notre origine (Comités de Citoyens plutôt populistes et Comités d'action Politique plutôt électoralistes) et surtout si nous nous situons à l'étape actuelle des luttes au Québec où il n'y a pas de bases politiques autonomes dirigées par les travailleurs mêmes et où la classe ouvrière mène essentiellement des batailles économiques en étant encadrées par le mouvement syndical.

Cependant, à ce moment-ci, l'objectif principal pour nous c'est celui de notre jonction avec le prolétariat, avec ses luttes, avec ses intérêts immédiats et stratégiques. Et pour tendre pratiquement vers cet objectif, nous devons orienter chacune de nos tâches - et donc aussi nos tâches idéologiques d'enquêtes, de propagande et d'analyses générales - dans cette direction. Sinon nous ne contribuons pas objectivement à l'organisation politique des travailleurs tout en le voulant subjectivement.

La réalisation de cet objectif premier (jonction avec le prolétariat ou implantation) implique en particulier la nécessité de nous lier correctement entre intellectuels-progressistes et travailleurs déjà plus combatifs et plus conscients. Plus précisément les acquis idéologiques des intellectuels doivent servir à l'éducation politique de la classe ouvrière de telle sorte que celle-ci devienne le plus rapidement possible la force dirigeante de la lutte révolutionnaire; et ainsi, de position dominante dans les organisations progressistes, la position des intellectuels-progressistes pourra devenir subordonnée à celle de la direction ouvrière dans l'organisation politique du prolétariat. Ces transformations - reliées en grande partie aux liens entre intellectuels et ouvriers - n'impliquent pas seulement une élévation du niveau de conscience des travailleurs et leur capacité croissante de diriger politiquement les organisations ouvrières et populaires mais elles impliquent aussi une prolétarisation (économique, politique et idéologique) des intellectuels-progressistes qui adoptent un mode de vie modeste, un style de travail démocratique et discipliné et une idéologie les rapprochant toujours plus des masses laborieuses.

## deux aspects du travail idéologique

Essayons mainte nant de définir quelles sont les exigences du travail idéologique d'enquête, de propagande et d'analyse que nous pouvons et devons assumer à cette étape-ci. Etant donné ce que nous sommes au Québec, on peut dire que la plus grande partie de nos énergies doit être consacrée aux textes liés directement à la pratique, c'est à dire liés à l'organisation de milieux précis. A ce niveau, les textes peuvent prendre quatre formes différentes: enquêtes économiques, enquêtes politiques, journal, tract. D'autre part, pour que l'ensemble de nos pratiques d'implantation et d'organisation aient un sens politique et surtout pour que celles-ci aillent dans une même direction, contribuant à l'unité de classe des travailleurs, il faut absolument que nous systématisions, à l'aide de nos outils théoriques et de nos acquis idéologiques, ce que nous apprenons à partir de nos pratiques et cela sur des quest ions importantes, soit d'ordre stratégique ou tactique ( ex: crise de l'impérialisme, question nationale, rôle du syndicalisme au Québec). Ce second aspect de nos tâches idéologiques (consistant dans le début de la construction d'une ligne politique) est indispensable au développement même de nos tâches idéologiques prioritaires (liés directement au travail d'organisation de milieux précis). Aussi ce second aspect doit être lié étroitement à la formation des militants ( ce qui ne consiste pas à une étude livresque mais qui part des problèmes immédiats et importants) et à la diffusion dans le mouvement ouvrier, sous une forme accessible de nos principaux acquis politiques.



## textes liés directement à la pratique

Que ce soit à partir de l'intérieur ou de l'extérieur de ce milieu, que le texte s'adresse surtout à des noyaus d'avant-garde ou à des groupes larges de travailleurs, le texte lié à la pratique d'un milieu suppose une enquête dans ce milieu: c'est à dire au minimum une connaissance des rapports de classes et des organisation de classes dans ce milieu, une connaissance des principaux problèmes ou des principales contradictions <u>actuelles</u> ( dans ce milieu) et enfin une évaluation du développement de la conscience de classe ( dans ce milieu)

Voici quatre types de textes liés à la pratique:

1. Un bilan de luttes concrètes ( ou une enquête politique sur l'état et les résultats de la lutte des classes dans un milieu donné) semble être le type de texte qio est susceptible d'aider le plus un noyau d'avant-garde dans le milieu même tout en dégageant des leçons pertinentes et utiles pour d'autres noyaux d'avant-garde.

2. Une <u>enquête économique</u> est sûrement moins mobilisatrice mais elle est peut être un instrument essentiel pour un ou des noyaux d'avant garde surtout au <u>début</u> du travail d'implantation: ce type d'enquête permet de <u>se situer</u> par rapport à l'état réel des forces, aux problèmes fondamentaux à long terme et elle permet de préparer activement l'implantation aux points les plus stratégiques.

3. Le <u>journal</u> (journal d'usine, journal d'association populaire de quartier, etc.) semble être la forme la plus adéquate pour soutenir idéologiquement des luttes précises et pour élever le niveau de conscience de larges groupes de travailleurs - soit dans un milieu de travail précis, soit à un niveau plus étendu. Le journal est un instrument pour lier dynamiquement à travers des luttes concrètes, avant-gardes ( qui sont les principaux "initiateurs" et "créateurs" des journaux) et masses ( qui sont surtout lecteurs, tout en pouvant participer à la rédaction même).

4. Le <u>tract</u> est un texte encore plus court qui ne comporte qu'une idée centrale et qui renvoie à un seul problème ou à une seule lutte; c'est en quesque sorte une autre forme de lien avant-

garde-masse (comme le journal ) mais sur quelque chose de plus précis et plus conjoncturel.

Le journal et le tract supposent que l'on parte directement des intérêts immédiats des travailleurs et que l'essentiel porte plutôt sur ce type d'intérêts; d'autre part l'enquête économique doit surtout permettre de dégager les intérêts stratégiques à moyen et à long terme des masses laborieuses tout en permettant de dégager certaines hypothèses sur les intérêts immédiats; enfin, l'enquête politique doit être en mesure de lier très étroitement intérêts immédiats et intérêts stratégiques de classes des travailleurs en connectant ensemble une ou des luttes précises de travailleurs à la position de classe du prolétariat et à son rôle de classe révolutionnaire.

N.B. Ces remarques ne sont pas valables pour toutes les étapes, mais elles valent d'abord pour le moment actuel de la lutte des classes au Québec.

Ainsi un journal d'usine doit traduire ce lien essentiel entre intérêt à court terme des travailleurs et inrétêts à long terme de la classe ouvrière en fonction du niveau de conscien ce de classe chez les travailleurs concernés et en tendant à élever ce niveau. Cela suppose que les militants connaissent bien le milieu et traduisent ainsi correctement ces liens. C'est ainsi qu'un journal de telle usine poussera plus loin qu'un autre journal d'une autre usine la réflexion systématique sur les intérêts à long terme de la classe ouvrière. Donnons simplement l'exemple de journaux d'usines et Italie et en France qui apportent des réflexions et analyses et proposent des solutions concrètes à la classe ouvrière. Le contenu de ces journaux ne pourrait être celui de nos journaux d'usine car les conditions de notre travail et le niveau de conscience des travailleurs ne sont pas les mêmes.

## textes stratégiques

Alors que les textes liés à la pratique dépendent directement de notre degré d'implantation au sein des classes laborieures ( de la classe ouvrière surtout) les textes stratégiques dépendent principalement de notre force idéologique, c'est à dire de notre apprentissage du marxisme-léninisme comme outil d'analyse nous permettant de synthétiser sous formes de ligne stratégique, ligne tactique, mots d'ordre, etc... l'ensemble de nos connaissances issues de nos pratiques. Jusqu'ici notre force idéologique s'est développée essentiellement à un niveau élémentaire et c'est pour cela que nos "textes stratégiques" sont ou bien des textes généraux de formation (genre "la nécessité") ou bien des amorces d'analyses concrètes plus précises pour la description des classes dominantes que dans l'évaluation des forces révolutionnaires et de ses alliés qui ne permettent pas encore de proposer une ou des tactiques à des moments donnés. Seul le texte sur les élections ( en reliant analyse des partis fédéraux au que faire pour nous) a commencé à dépasser un peu ce niveau.

Pour davantage produire des "textes stratégiques" utiles pour les militants et susceptibles d'être diffusés plus largement-sous forme plus synthétique et directe, s'il y a lieu - il faudrait partir davantage des questions de tactique immédiates que se posent quotidiennement des travailleurs plus conscients et des militants dans leur milieu (ex: sur le syndicalisme, sur le P.Q., sur les coopératives, sur la crise économique dans tel ou tel secteur); en partant de la pratique, on peut davantage localiser les questions les plus centrales et limiter l'objet de la recherche sur ces thèmes. Cependant, il ne suffit pas de partir de pratiques immédiates pour répondre aux questions que nous rencontrons à ce niveau: il faut faire un travail théorique approfondi - du moins à cetteétape- ci, opérer un déblayage - qui s'inspire des grandes leçons du mouvement ouvrier international ( ex: théorie de l'Etat type d'organisation polituque des travailleurs, théorie du mode de production capitaliste, etc...) et qui tente de proposer des tactiques et stratégies québécoises.



## textes liés à la recherche

Nous croyons qu'il ne faudrait pas séparer textes stratégiques et textes de recherche: il faudrait que les recherches se fassent sur des problèmes issus de la pratique et qui exigent des éclaircisements quant ai "Que Faire" dans tel secteur (ex. association populaire) ou face à telle exploitation ( ex. explcitation de la femme), tout en cherchant les fondements théoriques de ces questions dans certains textes marxistes. L'opération de lier expériences et problèmes pratiques et outils généraux du marxisme pourrait ainsi conduire à des textes moins ambitieux et moins généraux, p plus tactiques et plus mobilisateurs pour les militants et les travailleurs.

Aussi dans les textes plus généraux, moins liés directement à des pratiques on pourrait considérer des analyses limitées sur un sujet donné ( ex. les coopératives de production, le ous developpement de telle région ou de tel secteur industriel) qui n'ont pas impliqués nécessairement et qui n'impliqueront pas nécessairement une utilisation par des militants politiques de tel ou tel milieu. Ces analyses limitées pourraient servir comme instrument de propagande luttant contre certaines illusions courantes (par exemple, la société coopérative).

On en arrive donc à distinguer deux grandes sortes de textes:

1. Textes plus particuliers liés directement à un ou à des milieux d'implantation (actuels ou à venir)

2. Textes plus généraux liés indirectement à des pratiques et synthétisant une ractique, un point de vue, une stratégie sur une question, sur un problème politique rencontré par plusieurs militants.

## conclusion

*Nous ne pouvons dégager une position défensive et solide sur la question du travail idéologique, à l'étape actuelle, à la suite de cette évaluation.*

*Nous croyons que l'utilité de ce texte est de soulever des questions fondamentales quant à la nature du travail idéologique et des priorités qu'il exige actuellement. Ainsi, ce texte espère provoquer chez les militants une reflexion qui permettra de confronter des expériences*

*et des positions sur les liens entre la lutte idéologique et le travail d'implantation dans la classe ouvrière, ainsi que ceux entre unité idéologique et unité organisationnelle.*

*En ce sens, Mobilisation travaillera à réunir les conditions et les énergies nécessaires pour la poursuite de la réflexion sur ces questions et cela en favorisant l'échange à partir d'expériences militantes et de projets issus de groupes de militants.*

# III- la méthode utilisée

*Nous croyons important d'inclure, à la suite de ce texte, la méthode qui fut utilisée par l'équipe de recherche. Cela permettra à d'autres groupes de militants de procéder à une évalustion du travail idéologique (recherche et propagande surtout) qu'ils ont fait en profitant de l'expérience acquise par d'autres camarades, et dès lors en évitant les erreurs qui furent commises.*

*Pour les mêmes raisons nous avons cru bon de présenter en annexe le guide d'analyse utilisé, ainsi que la liste des principaux textes et documents étudiés lors de l'évaluation.*

## catégories de textes

L'enquête que nous avons faite nous a permis de distinguer trois types de recherches présents dans le travail effectué depuis deux ans dans les deux CAPs, au CRIQ. Précisons que ces types (ou catégories) ne sont pas exclusifs, et qu'ainsi une recherche peut correspondre à plus d'une catégorie. Partant des origines du travail, c'est-à-dire des pratiques qui ont exigé de procéder à un travail de recherche ou d'enquête, nous avons établi trois catégories qui indiquent l'objet du travail, et donc les principaux objectifs.

1. Des textes reliés à une <u>pratique</u> spécifique: leur objectif principal est de soutenir une lutte particulière ( actuelle ou éventuelle) par l'identification des véritables enjeux qui la sous-tendent et la clarification des intérêts antagonistes des partis impliqués.
Leur diffusion s'adresse principalement aux travailleurs qui en sont les protagonistes, dans un but de formation. Et ce n'est que secondairement qu'ils servent à la propagande plus élargie.
On a un échantillon représentatif de ces textes dans les dossiers "on s'organise", un tract distribué aux travailleurs de la Presse en octobre 71 et dans quelques journaux d'usines, d'associations populaires et d'écoles.

2. Des textes <u>stratégiques</u> c'est à dire des textes dont la production s'inscrit dans le cadre du développement d'un groupe



particulier. Leur objectif est de préciser l'orientation politique du groupe en question, de même que ses modalités de développement, par l'élaboration d'une ligne stratégique tenant compte de sa position réelle à l'intérieur d'une conjoncture générale. Même si leur fonction première en est une de formation restreinte au groupe concerné, ils sont plus facilement objets de propagande que les textes reliés à des pratiques limitées à un milieu particulier et à un plus court laps de temps.
Les textes stratégiques sont "Pour l'organisation politique..." "La nécessité d'une organisation...", et "La crise économique continue".

3. Des textes de <u>recherche</u> à caractère plus fondamental, qui cherchent à analyser systématiquement une situation générale d'exploitation, un problème ou un évènement particulier "d'intérêt politique général".
Ces analyses sont sujettes à une diffusion élargie, quoiqu'elles peuvent secondairement être utilisées dans une perspective de formation.
Parmi les textes qui s'offraient à nous, nous avons choisi "Ne comptons que..." "Le Père Noël des capitalistes jéromiens", le numéro de Mobilisation sur la femme, et les conclusions de l'expérience du collectif sur le syndicalisme.

a) <u>Les acquis</u>

Certaines conclusions positives peuvent être dégagées de l'ensemble des textes produits. Ainsi, la plupart témoignent d'une certaine acquisition des concepts fondamentaux du marxisme-léninisme , de la décessité de ne pas produire des concepts dans le vide mais de les appliquer à une situation concrète, d'une capacité de les traduire en une terminologie et un style facilement accessible, ainsi que de la tendance générale à procéder à une évaluation du travail, une fois qu'il est produit et diffusé.

Les positions politiques sous-tendant les documetns produits sont donc de plus en plus claires. Depuis deux ans, les militants ont consolidé leur formation, tant pratique que théorique. Leurs méthodes de travail ont aussi permis ce processus de consolidation et de développement, tant par rapport à l'utilisation d'instrument que par rapport, surtout, à l'aspect collectif du travail (définition des objectifs et répartition des tâches).

Au niveau des résultats politiques, les acquis se retrouvent surtout dans le fait que chaque document ou travail a provoqué des bonds qualitatifs importants (pour la formation, la propagande, la consolidation des groupes...)

Chaque carégorie de textes révèlent en outre des acquis qui leur sont spécifiques.

1. Les textes reliés à une pratique ont tendance, dans le cas de ceux qui ont été réalisés par des groupes politiques, à ne pas être élaborés en vase clos, mais conjointement avec les travailleurs en lutte.
Ces textes peuvent provoquer l'émergence des conditions propices au développement de la conscience de classe, si le travail ne se limite pas à la production de la recherche, mais est au contraire un prétexte à un regroupement permanent de travailleurs. D'où l'importance de ne pas "garrocher" une recherche et de mettre en place des mécanismes favorisant la poursuite du travail au niveau de groupes de travailleurs.
L'analyse de ces textes fait en outre ressortir la complémentarité

et la nécessité de lier continuellement le travail d'enquête (connaissance plus approfondie d'un milieu concret grâce à la recherche initiée par un noyau d'avant-garde) et des instruments de connaissance et de luttes concrères, utiles et compréhensibles immédiatement par la masse des travailleurs du milieu (entre autre par la rédaction de journaux réguliers).
Enfin, dans le cas où les textes étaient produits par les groupes tendant à se donner une pratique, les positions politiques étaient clairement explimées en terme de la lutte des classes.

2. Les textes stratégiques ont été élaborés collectivement et soumis à la critique du groupe auquel ils étaient destinés. Ainsi, de même que par le contenu qui en résulte, ils ont servi comme outils de formation et de consolidation des noyaux. (Quant aux résultats provoqués par une diffusion plus large, ils demeurent difficiles à évaluer).

3. Les textes de recherche dite fondamentale ont eu comme mérite, dans les cas où ils ont été achevés et diffusés, de commencer à clarifier en termes marxistes des situations ou des événements dont les analyses antérieures ne sortaient pas des explications bourgeoises.

b) <u>Les faiblesses</u>

D'une façon générale, on peut dire que les travaux que nous avons considérés portent en eux les défauts de leurs qualités.
En effet:

1. l'acquisition du marxisme-léninisme ne va pas plus loin que celle de concepts de base; et ceux-ci sont beaucoup plus utilisés <u>pour décrire une situation à un moment donné</u> que pour expliquer la dynamique d'un rapport de forces. En ce sens, l'acquisition et l'utilisation de matérialisme dialectique est très faible en comparaison à notre acquisition du matérialisme historique.

Nous avons également constaté les faibles connaissances du Québec, et surtout de la classe ouvrière, de ses intérêts immédiats, de ses luttes locales par opposition à une information plus poussée sur les appareils syndicaux et leurs directions. Toutefois, on peur noter une nette amélioration à ce niveau, par suite de l'arrivée de militants ouvriers et du développement de pratiques réelles de plus en plus liées à la classe ouvrière.

La plupart des textes n'établissent pas de liens dynamiques entre kes CAPs et le mouvement ouvrier, en même temps qu'ils identifient mal les autres fractions et courants politiques dans le mouvement ouvrier. Par exemple, il y a beaucoup d'ambiguités autour de ce qu'on appelle les sociaux-démocrates.

Il n'y a pas, la plupart du temps, une diffusion contrôlée des textes, et cela rend difficile la mise en place de rapports étroits entre travail de propagande et travail d'organisation et de luttes. Cela peut tenir à l'absence d'une stratégie collective qui permette de mieux définir les objectifs du travail, de déterminer les priorités et de contrôler (récupérer) les résultats.

Il y a une grande faiblesse sur la question nationale qui n'est pas présentée à partir des intérêts de classe du prolétariat dans une lutte nationale.



Au niveau de l'organisation du travail, une faiblesse fort importante ( et qui se trouve par ailleurs dans l'ensemble de l'accomplissement de nos tâches), c'est la très grande fragilité des méthodes de critique et d'auto-critique; Il n'y a pas de mécanismes prévus pour recueillir les critiques de nos textes et pouvoir en faire des bilans d'utilisation auprès d'un certain nombre de groupes.

L'ensemble de ces faiblesses dénotent une absence d'unité idéologique réelle et d'unité d'action de la part des CAPs et différents groupes progressistes; et elles impliquent que nos CAPs sont plutôt repliés sur eux-mêmes et sur des noyaux d'avant-garde sans développer une <u>pratique de masse</u> (tant sur le plan de la propagande que sur ceux de l'organisation et des luttes).

Si l'on considére maintenant les faiblesses spécifiques à chacune des caétgories de textes:

1. La difficulté à élaborer une stratégie de luttes est particulièrement présente pour les textes reliés à une pratique, alors que c'est peut-être dans leur cas qu'on devrait y mettre le plus d'efforts. Ceci est dû à notre manque d'expérience d'une part, mais aussi à notre incapacité de déterminer quelles sont les raisons politiques qui motivent le choix du lieu et des modalités d'intervention. Placé devant le fait accompli d'une bataille déjà amorcée, on intervient avec un texte, de façon plus ou moins morale, "parce qu'il faut faire quelque chose"
De plus, et dans le prolongement de ce premier item, on constate la difficulté de produire le texte conjointement avec les travailleurs concernés. Il en résulte souvent un large fossé entre les besoins réel de ceux -ci et le texte produit. Dans les cas où le texte fut élaboré avec les travailleurs, mais en fonction d'une lutte particulière sans objectif stratégique à long terme, ce contact n'a pas engendré un travail de formation ou de propagande soutenu dans le milieu, ce qui a stérilisé une grande partie du potentiel du texte comme devant favoriser l'apparition d'une conscience de classe. (L'exemple du travail lors de la lutte chez Remi Carrier témoigne de cette faiblesse et nous apporte des leçons importantes pour l'avenir).

C'est pourquoi il nous apparaît essentiel de s'assurer de la poursuite de toute intervention politique, c'est-à-dire de lier travail d'enquête, travail de propagande et travail de formation dans le milieu concerné. Dans un premier temps, l'enquête "sommaire" contribue à préciser les points stratégiques sur lesquels portera la propagande; celle-ci, à son tour, prépare le terrain à la réception d'une enquête plus approfondie sur la situation générale d'exploitation dans le milieu et traduit par la suite la recherche en termes quotidiens.

2. C'est dans le cas des textes stratégiques que les bases idéologiques apparaissent le moins confrontées à la pratique. En ce sens, s'ils constituent desél éments de réflexion théorique importants, ces textes n'entretiennent qu'une relation assez éloignée avec les préoccupations quotidiennes des noyaux de militants directement engagés dans un milieu spécifique. C'est pourquoi ils apparaissent souvent comme parachutés.
De plus, ces textes ont souvent tendance à prendre comme points de départ et d'arrivée, les seuls groupes auxquels ils sont destinés, à ne poser que formellement les relations que ceux-ci

entretiennent avec "l'extérieur", et de là, à ne déboucher que sur de vagues én oncés stratégiques. Si la lutte des classes est au centre des préoccupations de ces textes, elle ne l'est que statiquement, sans suggérer des modalités précises quant à l' insertion dans le processus de lutte.

3. Les mêmes constatations s'appliquent aux textes de recherche, mais de façon plus aigue. Trop souvent strictement limités à leur champ d'analyse propre, ils ne font qu'allusion à la lutte des classes et sont fort peu précis quant au politique.

Un autre danger est celui d'entreprendre une recherche de trop grande envergure; ou bien on touche à tout superficiellement, ou bien le projet avorte avent d'être terminé par suite de l'immensité de la tâche à accomplir, ou encore, et c'est encore plus grave, les conclusions très globales auxquelles ce type de recherche arrive, amènent une certaine démobilisation face à l'ampleur de la lutte en engager.

c) Autre façon de diviser les textes en catégories.

Afin de nous donner de nouveaux éléments d'explication des acquis et des faiblesses de l'ensemble des textes que nous avons considérés, nous les diviserons maintenant selon les deux aspects suivants:

- ceux qui ont produit le texte sont reliés directement ou non à un groupe politique

- l'objet du texte est soit général, soit particulier (c'est-à-dire circonscrit à un milieu assez précis).

Cette nouvelle division nous donne le tableau suivant:

## catégories de textes

| | reliés à un groupe politique | | non reliés à un groupe politique | |
|---|---|---|---|---|
| | général | particulier | général | particulier |
| analyse stratégique | *pour l'organisation politique des travailleurs*<br>*la nécessité d'une organisation*<br>*crise économique continue* | *rémi carrier*<br>*journal des militants au CEGEP Vieux-Montréal* | *ne comptons que sur nos propres moyens* | *père noel des des capitalistes jéromiens*<br>*tract de la Presse* |
| recherche | *MOB sur la femme*<br>*projet de brochure sur le syndicalisme* | *journaux d'usines*<br>*journaux d'organisations populaires* | | |



Comme on le voit, cette nouvelle classification recoupe en bonne partie notre vision précédente en trois catégories. Mais en plus, elle a le mérite de tenir compte des résultats de l'évaluation des textes, en ce qui touche leur efficacité et leur lien avec une pratique politique continue.

En effet, nos acquis de même que nos limites (faiblesses) ne peuvent se comprendre qu'à partir des luttes que nous menons ou auxquelles nous avons été liés comme militant de groupe progressistes.

En partant du Tableau et des résultats d'évaluation correspondant à chaque catégorie de textes, il ressort que les documents les plus utiles aux travailleurs et aux militants - autant du point de vue du contenu que de leur utilisation effective dans la pratique - sont nettement ceux produits par des groupes politiques ou des noyaux de groupes politiques. Ainsi, les faiblesses des trois textes (Ne comptons...", "Le Père Noël,..", le tract de la Presse )peut venir du fait qu'ils n'ont pas été de par leur origine et/ou leur utilisation, liés directement à des groupes de travailleurs.

D'autre part, les textes des groupes politiques qui semblent les plus proches des luttes des travailleurs (ex. Remi Carrier, journaux d'usines) sont plutôt rares à coté des analyses stratégiques et des recherches plus vastes. Cela s'explique en partie par notre échantillon, mais aussi par nos faibles liens actuels avec ces luttes et à notre difficulté à en tirer tout le jus en terme de lutte politique de classe.

L'ensemble des textes reliés directement à des groupes politiques (sauf les journaux d'usines, d'associations populaires et d'écoles) ont une forme et un contenu surtout accessible de prime abord à des avant-gardes de militants et beaucoup moins à des fractions plus larges de travailleurs progressistes. Ce qui accentue cela, c'est le fait important que nos analyses stratégiques sont plutôt élémentaires et vagues et qu'elles 2e permettent pas encore d'adopter une ligne tactique, un "Que Faire" à l'étape actuelle. Cette faiblesse provient en grande partie du fait que les textes les plus généraux n'illustrent pas ce qui est avancé, par des exemples concrets de luttes de travailleurs et par des analyses de situations concrètes. Il y a une sorte de brisure entre les recherches et les analyses stratégiques, d'une part, qui sont très ambitieuses et générales, et les documents relevant de pratiques d'autre part, qui sont liés à des luttes, mais tout en étant partiels et non situés par rapport au mouvement ouvrier ou à d'autres luttes.

Cependant, il faut signaler que les textes généraux ont permis de commencer à développer:

- la formation de militants, de telle sorte que plusieurs sont devenus plus autonomes et moins dépendants des militants plus expérimentés;
- La liaison avec d'autres groupes progressistes. (Le document du CAP St-Jacques "Pour l'organisation politique des travailleurs Québécois" a ainsi permis d'établir des premiers contacts avec un bon nombre de groupes progressistes à travers le Québec).
- la pénétration élémentaire d'une analyse marxiste de la société québécoise dans le mouvement ouvrier.
- des débats stratégiques sur les différentes forces de classes de la société québécoise

Quant aux textes plus particuliers d'enquête, ils ont permis de commencer à découvrir concrètement la lutte entre les deux classes fondamentales (capitalistes et travailleurs)

## *annexe I*

# méthode d'analyse des textes d'enquête et de propagande

1. Orientation du travail (origine du texte)

   a) pourquoi a-t-on décidé de faire le texte? et pour qui surtout?
   b) au début, les positions politiques sous-tendant ce document étaient-elles explicites ou implicites?
   c) la rédaction et la diffusion de ce document s'inscrivaient-elles dans une stratégie? si oui, laquelle?

2. Processus de production du texte (organisation du travail)

   a) qui a travaillé à l'orientation et à la rédaction du texte? Cela s'est-il fait individuellement ou collectivement? et pourquoi?
   b) Des personnes de l'extérieur ont-elles collaboré? Qui et comment? Quelles furent les principaux problèmes posés par notre façon de procéder?
   c) Au cours du processus de production du texte, quel type de participation (rencontre formelle ou informelle de groupe de travailleurs, consultation de données générales, rapports avec d'autres chercheurs, avons-nous priviligié? Avant la rédaction finale (s'il y en a une), le travail a-t-il été critiqué par un groupe ou des personnes?

3. Contenu effectif du travail

   a) quel est l'objet principal (ou le sujet principal) du texte?
   b) la manière de traiter ce sujet dénote-t-elle une acquisition des concepts fondamentaux du matérialisme dialectique et historique (la lutte des classes, l'impérialisme, le caractère monopoliste de l'économie québécoise, les contradictions spécifiques dans chaque phénomène, relation avec la pratique du mouvement ouvrier dans la conjoncture actuelle, etc...)?
   c) les positions politiques exprimées ou latentes sont-elles bien ou mal appuyées par l'analyse? Ces positions politiques sont-elles claires ou ambigues?
   d) dans son langage et dans sa forme, le travail s'est-il avéré accessible pour ceux que nous voulions rejoindre?
   e) le résultat a-t-il été conforme à nos intentions (cf 1.a)?

4. Résultats politiques du travail

   a) la production et l'utilisation du texte ou document a-t-elle favorisé la consolidation de noyaux de militants?
   b) l'utilisation du texte a-t-elle servi à la formation de militants; à la mobilisation dans une ou des luttes; à la propagande (élevant le niveau de conscience de classe)? préciser.
   c) en quoi ce travail s'est-il inscrit effectivement dans une stratégie politique? laquelle et quels sont les effets politiques qui se sont dégagés?

5. Impact dur notre développement

   a) a-t-on dégagé des leçons de cette expérience? si oui, lesquelles? a-t-on tenté de les mettre en pratique? si oui, comment?
   b) quelles questions ont été soulevées et sont restées sans réponse?
   c) l'utilisation du texte peut-elle se faire sur une longue période ou n'est-elle valable que pour une conjoncture donnée?
   d) à partir des leçons plus générales tirées de cette expérience, comment évalue-t-on la place de ce type de recherche dans l'ensemble des tâches militantes dans le moment actuel?

## *annexe II*

# liste des textes et documents étudiés et utilisés pour l'évaluation

* "On s'organise"
  texte sur le conflit de la Cie Rémi Carrier, produit par les militants du CAP Maisonneuve et les ouvriers de l'usine

* Utilisation par les militants de l'enquête ouvrière de Marx (adaptée à la situation actuelle au Québec)

* Journal des militants étudiants du CAP St-Jacques au CEGEP du Vieux-Montréal

* Tract pour les grévistes de la Presse
  produit par le Centre de recherche et d'information sur le Québec — CRIQ

* "Pour l'organisation politique des travailleurs québécois"
  texte produit par les militants du CAP St-Jacques

* "La nécessité d'une organisation politique des travailleurs"
  texte produit par des militants du CAP Maisonneuve

* "Ne comptons que sur nos propres moyens"
  (nous avons tenu compte de ce texte de la CSN en raison de la participation des militants du CRIQ à sa production)

* "Les élections fédérales d'octobre et la classe ouvrière québécoise"
  texte produit par les CAP St-Jacques et Maisonneuve

* "La crise économique continue (mai 1972)" par les CAP St-Jacques et Maisonneuve

* "Mobilisation" sur les femmes (avril 1972)

* "Le Père Noel des capitalistes jéromiens" texte produit par des militants de la région de St-Jérôme

* Evaluation du travail effectué par le collectif sur le syndicalisme (CAP St-Jacques)

* De plus, quelques journaux d'usine, de quartier et d'école ont été étudiés et ont servi à l'évaluation. Nous ne les identifions cependant pas pour des raisons sécuritaires.